



MENSUEL. LE NUMERO : 2 F.

N° 122.

MARS - AVRIL 1973.

Sommaire

à propos du groupe de Paris	1	Noirs dessins	19
France : grève à SOS 99 99	2	Courrier : M.Minois et langage	21
grève aux NMPP	9	Procès de Stoke-Newington :	
grève à Renault	12	documents	23
sur un lycée en grève	13	débat :	
Grèce : sur la lutte des étudiants	14	"bombes d'avant-garde"	27
Suède : expériences chez Volvo	17	réponse	30

On ne peut pas nous accuser de chercher à vous séduire.

Ce numéro devait à l'origine contenir des tracts et une affiche sortis à l'occasion des manifs lycéennes.

Ces documents avaient été recueillis par des camarades participant à ces manifs et ils avaient paru à tous intéressants, c'est-à-dire qu'ils exposaient des points de vue assez proches de ceux de nombreux camarades d'ICO.

Cette décision a été remise en cause en assemblée générale.

Ces tracts ne pouvaient servir à l'information ni sur les caractéristiques du mouvement lycéen parisien ni sur la pratique des camarades enseignants dans les lycées.

Et rapidement un certain nombre de questions ont été posées :

- pourquoi n'y a-t-il pas eu de discussions à ICO sur ce fameux mouvement alors même que certains camarades participaient aux manifs ?
- comment expliquer la réticence des camarades enseignants à parler de leur boulot, de leur bahut, de leurs élèves...?
- comment expliquer cette carence d'ICO quand les luttes se produisent justement dans le secteur de l'enseignement où une forte proportion de camarades de Paris travaillent ?
- comment se fait-il que nous nous soyons révélés incapables de dépasser les classiques slogans sur le service militaire bourreur de crânes et régulateur de chômage, et sur la pratique militarisée des groupes léninistes, alors qu'une réflexion assez approfondie avait été menée sur la famille, l'autorité, la révolte des jeunes au cours des derniers mois ?
- pourquoi les camarades d'ICO qui sont intervenus dans le mouvement se sont-ils trouvés réduits à intervenir dans les manifs, expression spectaculaire du mouvement, sans autre autonomie qu'une assez formelle protestation contre l'encadrement de la lutte par les organisations politiques ?

- pendant ce temps, nous pouvions lire dans "le monde", "l'express" et le "nou-
vel obs" que les élèves organisaient leur grève, tentaient de gérer eux-mêmes leurs
études, se heurtaient à l'administration, aux profs, aux parents..!

Ne pouvant, comme ça, accepter les informations fournies par ces journaux-là, il fallait
bien, quand même, se poser quelques questions :

- quel était réellement le degré d'autonomie des lycéens ? Quel était le rôle exact
des groupes politiques ?

- ces groupes politiques étaient-ils en train de récupérer le mouvement ou bien
étaient-ils une expression de ce mouvement ?

- l'organisation de "contre-cours" pour préparer quand-même les examens menait-elle
à une simple gestion de l'enseignement par les élèves ou bien, en malmenant l'institution
pouvait-elle dépasser ses propres buts conscients.

Donc, beaucoup de questions, assez dérangeantes.

Peu d'éléments de réponse, ce qui est également dérangeant !

Et la mise en évidence de la difficulté pour les camarades enseignants d'inter-
venir dans leur bahut :

- d'une part les élèves ne tiennent pas à ce qu'ils interviennent dans cette his-
toire et semblent tenir à leur autonomie (sauf en ce qui concerne les contre-cours où
ils semblent faire appel à des profs "sympas")

- d'autre part, mis à part les huluberlus habituels, le corps enseignant voit
d'un mauvais oeil cette "agitation" qui de fait remet en cause son pouvoir

- enfin l'administration...

En dressant ce bilan critique, nous ne voulons pas dire qu'en l'occurrence, ICO
a failli à sa mission de dispensateur éclairé d'analyse juste et pertinente puisqu'il
ne s'est jamais attribué pareille mission (ni aucune autre, d'ailleurs), mais que nous
avons été incapables de connaître et d'utiliser la réalité immédiate ni pour notre ré-
flexion ni pour notre pratique, soit en tant que groupe, soit en tant qu'individus.

FRANCE

S.O.S 99 99

La grève avec occupation qui s'est déroulée pendant plus de deux semaines à S.O.S. nous intéresse parce que, dans une boîte, en apparence pas comme les autres, on retrouve un type de lutte caractéristique des luttes de classes les plus avancées en France en 1973 dans de petites boîtes utilisant des techniques avancées. Une grève avec occupation a surgi vraiment de la base, sans aucune influence des syndicats ou de partis politiques extérieurs. Elle a été menée par les travailleurs eux-mêmes utilisant les méthodes à leur portée. Cette lutte avait quand même ses limites, parce que les intéressés ne pouvaient pas à la fin de l'occupation, sortir entièrement de l'emprise des structures du travail existantes et ne sentaient pas la force réelle de leur autonomie en face des manoeuvres de la direction et des syndicats.

UNE BOITE PAS COMME LES AUTRES

Un patron, Verger, et quelques autres petits capitalistes ont trouvé un moyen de faire du profit en vendant une marchandise particulière l'entretien - c.a.d. toutes les petites réparations urgentes de la vie moderne (ça va de la fuite d'eau au poste de T.V. en passant par la dépannage de la bagnole)

Pour une bonne part cette marchandise est composée du travail qu'il achète et qu'il revend immédiatement. L'ouvrier - le dépanneur touche 25% du prix de ses heures et 8% de celui des fournitures. Il peut alors mesurer directement l'importance de la plus value, environ les 3/4 du prix de son travail qui revient à l'entreprise (un point qui n'est pas passé sans amener des remarques très intéressantes de la part des dépanneurs - voir l'observation d'un des menuisiers citée plus loin).

Pour s'adapter à la demande l'entreprise utilise les moyens techniques les plus modernes - camions-ateliers de dépannage, téléphones, liaisons par radio. Le patron peut exploiter la division de la main d'oeuvre nécessitée par ses techniques de production pour développer à l'extrême le cloisonnement; ce qui favorise sa domination.

Ainsi les travailleurs de S.O.S. se divisent en deux catégories très différentes:

1) Les Roulants

Les dépanneurs - ce sont des hommes de métier, de tous âges, répartis en corporations:- menuisiers, plombiers, dépanneurs de

T.V., dépanneurs de voiture et serruriers. Il y en a une centaine qui doivent chacun une présence de plus de 12 heures allant jusqu'à 16h, six jours par semaine. Ils assurent par roulement une permanence de nuit tous les quatre jours. Ils circulent directement en voiture de client en client recevant leurs ordres par radio. Ils avancent l'argent des fournitures qu'ils doivent se procurer eux-mêmes et qui leur sont remboursées après vente. Ils sont payés un pourcentage de leurs heures et de leurs fournitures comme il est décrit plus haut. Ils facturent et encaissent l'argent auprès du client (heures décomptées à l'aide d'un compteur). Ils rendent les comptes au patron une fois par semaine.

2) Les Sédentaires

Ce sont des employés au siège de S.O.S. Il y en a une quarantaine. 15 sont des employés de bureau (comptables et informaticiens - les cadres). 23 sont des femmes, dont 21 standardistes et deux radios répondant aux appels téléphoniques des clients et signalant par radio aux dépanneurs le lieu de l'intervention. Les conditions de travail des standardistes, expliquées dans le tract des travailleurs de S.O.S. par eux-mêmes, sont particulièrement mauvaises:-

" Les standardistes sont réparties en trois brigades de sept personnes. Chaque brigade travail 2 jours sur 3, le premier jour de 7h. à 15h, le deuxième jour de 15h à 23h. Le troisième jour est repos. Les salaires sont dérisoires par rapport aux conditions de travail qui perturbent toute la vie familiale - travail de nuit et jours fériés"

Une standardiste nous a dit qu'elle gagne autour de 1.800f. par mois, mais qu'il y avait des filles qui gagnent moins de 1.000 F

" Le travail des standardistes est particulièrement éprouvant et entraîne une grande fatigue physique et nerveuse. Les appels sont incessants en période de pointe. Dès qu'un appel est terminé, qu'un autre client est sur la ligne, une sonnerie stridente retentit tellement insupportable que la standardiste décroche le téléphone pour ne pas la subir. Par ce procédé les standardistes n'ont pas le temps de souffler entre deux appels pendant les périodes de pointe".

- Tract des grévistes de S.O.S. (27.12.72.) -

Il faut ajouter que les standardistes ne restent d'habitude très longtemps dans la boîte. L'une d'elles embauchée depuis 3 mois, nous a dit qu'elle était la plus ancienne dans sa brigade. Plusieurs d'entre elles sont d'origine étudiante. Mais comme dit le tract des grévistes déjà cité;

" L'ensemble des travailleurs subit une très grande insécurité de l'emploi. Suivant

les fluctuations de l'offre et demande, des compressions de personnel ou des embauches sont effectuées. On se fait facilement licencier à S.O.S. On a toujours un pied dedans, un pied dehors"

C'EST L'UNITE DE L'EXPLOITATION QUI FAIT L'UNITE D'UNE LUTTE

En 1972 la situation s'aggravait et cela fut la cause immédiate de la grève qui allait se dérouler à la fin de l'année. Sans doute poussé par la nécessité d'accroître le profit le patron a commencé à faire des changements.

Pour les roulants - La direction prétextant des difficultés rompt les contrats. Les fournitures antérieurement; étaient ristournées à 8%. Ils ne l'ont plus été qu'à 6%. Puis le 1er novembre la direction a baissé la part du dépanneur à 23,5% du prix de l'intervention pour le client. Quant aux nouveaux embauchés, ils ne touchent plus que 21,43%. En même temps elle augmente le tarif de l'intervention pour le client. Il faut noter que tous les dépanneurs ne gagnent pas le même salaire. Le paye varie en fonction du corps de métier, du rythme du travail et de la demande de la clientèle.

Pour les sédentaires - Sous prétexte de 'moderniser' le standard et en prétendant que les clients se plaignaient du bruit dans le travail, la direction voulait briser les possibilités de communication entre les standardistes, pour leur imposer un travail ininterrompu. Les standardistes sont disposées de part et d'autre de deux tapis roulants destinés à recueillir les fiches d'intervention. La direction voulait les installer sur un seul rang en les séparant par des parois de verre, dans des sortes de cabines téléphoniques, ouvertes sur un seul côté dans un couloir étroit, tout juste le passage d'une personne.

Un mécontentement parallèle se développait parmi les roulants et les standardistes, mais leur organisation syndicale et les astuces du patron donnaient alors une situation où chaque catégorie ne pouvait présenter ses revendications que séparément. Il n'y eut jamais avant la fin décembre une seule réunion où les problèmes des deux catégories, roulants et sédentaires pouvaient être discutés ensemble. Les corps de métiers séparément et dans la groupe de roulants ont déjà réclamé des entrevues avec le patron durant le mois de novembre. Ils en ont discuté entre eux afin de présenter des revendications plus précises, mais il n'y eut pendant cette période aucun résultat positif de leurs tentatives.

Les sédentaires ont bien discuté entre elles aussi dans leurs brigades mais sans rien de précis. Elles ont commencé à se dire qu'elles en avaient ras-bol de leur situation et avant le jour

décisif du déclenchement de la grève, elles avaient déjà exprimé le vague désir de faire quelque chose.

Ce qui a fait de ces mécontentements dispersés et séparés quelque chose de réel et d'uni, c'était la prise de conscience de l'unité de l'exploitation. Apparemment il y avait des différences énormes entre les divers travailleurs de S.O.S. D'abord il y avait la division matérielle entre les roulants et sédentaires les uns sur la route toute la journée, les autres cloisonnées au sous-sol du standard. Ils avaient le contact seulement par radio. Ils ne se connaissent guère. Les roulants sont des ouvriers professionnels, les standardistes sont presque sans métier. Les roulants sont des hommes, les standardistes des femmes. Entre les roulants il y a les jeunes et les plus âgés. Il y a aussi les différents corps de métier, et les salaires les divisent tant par leur calcul que par leur montant. Les standardistes sont réparties en trois brigades. Elles rencontrent rarement les filles des autres brigades. De plus une partie d'entre elles sont des étudiantes, par origine à l'opposé de tous les autres travailleurs.

Ce qui est essentiel de souligner est que, dès qu'il y eut une vraie rencontre de tous les travailleurs de S.O.S., toutes ces divisions avaient disparues. Ce n'était pas parce que quelqu'un leur avait prêché 'l'unité des travailleurs', que ça s'est passé; c'était parce que dans une lutte tous ensemble ils ne pouvaient faire autrement que de reconnaître qu'ils subissaient essentiellement la même exploitation; qu'importe qu'ils aient un apprentissage, ou un diplôme universitaire, ou rien, qu'ils soient jeunes ou âgés, femmes ou hommes, sédentaires ou roulants. Cette unité était faite par les circonstances dans lesquelles la grève était déclanchée et ces circonstances ont un nom collectif: l'exploitation capitaliste. Elle est une et alors à ce moment précis, tous la connaissaient directement comme telle.

L'OCCUPATION 22 DECEMBRE - LE DECLANAGEMENT

Dans le matin le comité d'entreprise s'est réuni pour discuter une fois de plus les revendications des dépanneurs; et encore des dépanneurs seuls. A la suite de cette réunion rien de précis, sauf une vague promesse d'accorder des augmentations de salaire, pas très bien définies. En même temps les standardistes, seules encore, continuaient à discuter, mais cette fois à l'initiative d'une des brigades, elles ont décidé de préparer un vrai 'cahier' des revendications qu'elles ont fait circuler en pétition parmi

toutes les standardistes. A 12 h le 22 décembre elles avaient obtenu la signature de toutes les standardistes et des deux radios. Elles présentent leur 'cahier' à la direction; c'est refusé par le patron.

Dans le café à côté de la boîte les groupes de dépanneurs étaient en train de discuter le manque de résultat de la réunion du comité d'entreprise. Ils se rencontrent avec le groupe de standardistes qui avait essayé de présenter leur 'cahier'. C'était entre 12h et 14h que l'unité était forgée. Les deux catégories ont décidé de présenter toutes leurs revendications dans une forme précise, mais cette fois tous ensemble ils ont rédigé un cahier global pour toute la boîte; leurs revendications étaient:

Pour les sédentaires

Que les normes d'hygiène et sécurité soit respectées (Le standard est installé en sous-sol avec une ventilation défectueuse)

Qu'une étude d'éclairage adéquate soit faite
Que le temps pour aller déjeuner soit prolongé (elles avaient une demi-heure, pas payée pour déjeuner)

Augmentation égale de salaire pour tous avec relèvement des bas salaires des standardistes
Paieement majoré des jours fériés
Prime annuelle pour l'année 72:

Paieement de la Pause

Nomination d'une commission paritaire chargée de veiller à ce qu'il n'y ait pas de licenciements.

Pour les roulants

Le retour aux 25% pour tout le monde

Le retour aux 8% sur le prix des fournitures.

Les travailleurs de S.O.S. présentent de nouveau leurs revendications à la direction qui les refuse. Il est alors 15h.

C'est l'heure du changement de brigade des standardistes. Immédiatement les standardistes sortantes ont informé les standardistes arrivantes des événements. Le brigade ne prend pas le travail: c'est la grève. Les standardistes et dépanneurs qui étaient dans le café à côté se rendent sur place. Les standardistes utilisent alors les méthodes à leur portée car elles avaient fait lancer un appel-radio à tous les dépanneurs qui étaient sur la route: qu'ils se rendent au siège de S.O.S. Elles avaient utilisé les radios dont elles se servaient chaque jour pour contacter les voitures des dépanneurs. Comme ça elles avaient trouvé sous les yeux du patron le moyen de briser le fossé séparant ceux qui étaient déjà sur place et les dépanneurs sur la route.

Ainsi tout le personnel de S.O.S. s'est trouvé rassemblé sur place. Ils ont décidé tout de suite et dans l'unanimité d'occuper le local S.O.S.,

7 rue de Linné. La première chose qu'ils firent ce fut de choisir un comité de grève. Sa désignation se fit spontanément; un travailleur se désignait lui-même et il était immédiatement plébiscité par ses camarades d'équipe et par tous. Il y avait au total 12 délégués, un pour chaque corps de métier (2 pour les plombiers qui sont les plus nombreux) et une pour les standardistes, plus les deux délégués syndicaux de la boîte, qui étaient de simples délégués de base, pas très contrôlés par leurs syndicats. Ils soutinrent l'occupation sans réserves et ne furent jamais les loups dans la bergerie. Il n'y avait pas eu d'élection formelle mais, vu la dimension de la boîte, une sorte de délégation spontanée à ceux qui se proposaient.

L'OCCUPATION CONTINUE

Pendant deux semaines les ouvriers assurèrent un tour de rôle; il y avait sur place tout le temps entre 15 et 20 occupants jour et nuit. Leur ravitaillement était bien organisé. Il y avait une grande solidarité et guère de défections, même si, spécialement pour les standardistes, les questions d'argent devenaient plus aiguës. Au début personne ne pensait que l'occupation durerait si longtemps et on se contentait de faire des collectes d'argent entre soi, mais plus tard le comité de grève avec d'autres travailleurs de la boîte commencèrent à lancer des appels de soutien à l'extérieur et à contacter les journaux. C'était pendant la période des vacances scolaires (la faculté de Science, Jussieu, est à quelques mètres de la boîte) et les travailleurs de S.O.S. n'avaient pas beaucoup d'expérience dans cette matière. Ils se méfiaient aussi, et à juste titre, des interventions des groupes extérieurs à leur lutte.

La direction refusait toute négociation au début de la grève. Elle fit couper le téléphone, l'électricité, lumière et force. * Parce qu'il semblait qu'il n'y avait rien à discuter

* On peut faire un parallèle significatif entre cette occupation et celles du Plessey (voir ICO 112-113) et Fackenheim (voir ICO - Liaison no.9) en Grande Bretagne. Quand les directions de ces boîtes ont fait couper le téléphone et le courant, les employés des PTT et EDF britanniques à Plessey ont refusés de le faire. A Fackenheim les employés de l'électricité ont coupé le courant mais ils l'ont rebranché le soir pour que les femmes puissent travailler. En France on n'a pas encore atteint ce niveau de solidarité entre les ouvriers en lutte.

la totalité des travailleurs de la boîte ne furent jamais réunis tous ensemble en assemblée générale pendant l'occupation. Peut-être cela aida à la contre offensive de la direction. Le fait que les travailleurs ne pensèrent pas à réunir d'assemblée pendant ce temps montre que le mouvement avait ses limites. Alors même que les travailleurs avaient connaissance de leur unité fondamentale, ils n'avaient pas totalement confiance dans ce pouvoir nouvellement acquis et ne mesuraient pas jusqu'où ce pouvoir pouvait les conduire.

Ce pouvoir était cependant très fort; Au début de la grève quelques bonzes syndicaux descendirent sur la boîte. Il fallait introduire les dirigeants syndicaux de l'extérieur, parce que les délégués de la base étaient avec la grève et que les occupants étaient entièrement opposés à toute intervention syndicale au début de la grève. Ils nous ont exprimé leurs indifférence totale à l'égard des syndicats. Un des menuisiers nous a dit que, bien sûr, plusieurs d'entre eux sont syndiqués, parce que on y est plus au moins obligé et que de temps en temps il y a des petits avantages d'ordre matériel si on y adhère, mais d'autre part cela le syndicat pour lui ne veut pas dire grande chose et le fait d'être syndiqué ou non ne joue pas dans leur lutte avec la direction. Les bonzes syndicaux ne purent rien faire et au bout de quelques jours on ne les a plus vu.

Il est intéressant de souligner, qu'à ce moment là, le patron n'avait pas pensé s'appuyer sur ces dirigeants extérieurs pour influencer les travailleurs. Comme beaucoup de patrons individualistes, dirigeants de petites boîtes, il avait pensé d'abord seulement à une lutte avec ses ouvriers sous la forme d'une confrontation directe englobant dans une même hostilité grévistes, 'meneurs', syndicats, délégués, dirigeants etc. Ils ne connaissaient pas les manoeuvres des grandes entreprises, ce qui montre que l'entreprise individuelle et les comportements patronaux qui y sont liés restent importants dans le patronat français.

Au lieu d'essayer d'utiliser le syndicat; dès la début de la grève et par 2 fois avant le 29 décembre, la direction fait citer devant le tribunal les deux délégués syndicaux faisant partie du comité de grève. Mais cette tentative d'intimidation a échoué, parce que, le tribunal ne pouvait pas inculper deux gars alors que cent cinquante unis et solidaires prenaient part effectivement à l'occupation. C'était impossible de trouver un 'responsable' et le tribunal a refusé les deux fois d'ordonner immédiatement l'expulsion des occupants. On peut mesurer ici les conséquences pratiques de l'unité d'une lutte dans toutes ses formes d'action;

En même temps la direction a essayé de rompre cette unité en acceptant de discuter les revendications des sédentaires mais pas celles des roulants. Les standardistes ont toutes refusé de négocier séparément. Elles ne voulaient pas reproduire la situation qui existait quelques mois avant la grève. Elles refusèrent de se désolidariser des roulants.

Après l'échec des tentatives d'intimidation et de division, la direction a essayé d'agir plus doucement. Verger a même accepté d'ouvrir directement des négociations avec le comité de grève. Donc malgré lui, il a accepté, par cet acte, la force des occupants et la représentativité du comité de grève, ce qui montre encore une fois le pouvoir potentiel des occupants. En fait durant le début de janvier la direction a eu 4 ou 5 réunions avec le comité, dont une a duré 7h30 ! Il faut souligner ici que même avec ces nouveaux développements, il n'y eut pas d'assemblées générales et pas de nouvelles initiatives de la part des occupants. Ils sont restés comme ils étaient dès le début de l'occupation. En effet il y avait rien encore à discuter ensemble, parce qu'en dépit de ces diverses longues rencontres avec le patron rien de positif n'en était sorti, ce qui était vrai, mais qui n'explique peut-être pas entièrement ce manque d'initiative. Nous reviendrons sur ce point plus bas.

Dans les discussions le patron a refusé de donner satisfaction sur la plupart des points du cahier et même de discuter sur beaucoup de ces points. Sa réponse était de chercher des astuces pour piéger les grévistes. Par exemple, on trouve publié dans le Figaro et le Combat que, "La direction voulait limiter à 50 heures maximum par semaine la durée du travail" Chose étrange, il semblait, que les roulants refusaient une réduction de leurs heures! Les dépanneurs nous ont expliqué. Depuis longtemps il y avait une discussion sur les heures du travail parce que la direction voulait changer le système de paiement au pourcentage en paiement à l'heure. Les roulants du fait qu'ils sont payés à seulement pour le travail effectué, jouissent d'une certaine liberté entre les interventions chez les clients. S'ils étaient payés à l'heure, ils perdraient cette liberté limitée. Pendant la grève ils n'ont même pas soulevé la question de des heures. Ce n'était pas dans leur cahier de revendications. C'est le patron qui a soulevé cette question. Ce qu'il voulait c'était que le travail soit payé à l'heure et dans ces conditions il accorderait gracieusement ce (ce qui n'avait jamais été revendiqué) que les heures soit limitées à 50 par semaine. Les dépanneurs ont répondu qu'ils voudraient bien travailler seulement un maximum de 50h, mais à condition que le système de paiement reste comme il était, c.a.d. qu'ils

touchent un pourcentage de la prix de l'intervention. Une fois que le patron a reçu cette réponse, il a cessé de parler des fameuses 50 heures. Il était piégé lui-même et on n'entendit plus parler de cette histoire des heures. Bien sûr, les journaux ont publié seulement la version patronale de cette soit disant offre de la part de la direction.

PROVOCATION PATRONALE ET INTERVENTION SYNDICALE

Ce n'est pas par hasard si nous groupons ces deux faits sous le même titre. Les deux se sont suivis à quelques heures d'intervalle et se sont étroitement enchaînés, si étroitement qu'on peut se demander si leur relation n'est pas fortuite mais un scénario mis en point à l'avance; provocation patronale entraînant l'intervention de la police, puis des syndicats et les pourparlers syndicats-patron qui mettent fin pratiquement à la grève.

Après l'échec des tentatives du patron de 'négocier', il décida de passer définitivement à l'offensive. D'où l'origine des événements de la nuit vendredi 5 au samedi 6 janvier. Ces provocations n'ont pas réussi dans leur but immédiat de créer le désordre et la violence, de faire croire que les occupants étaient sans contrôle, mais ils ont réussi en fin de compte à briser la solidarité de l'occupation.

A 4h du matin, un commando de la direction composé des cadres et deux gorilles entrent dans les bureaux de S.D.S. Ils sont très surpris de trouver, après 2 semaines de grève, 18 travailleurs occuper les lieux. En même temps, les flics arrivent dans les rues avoisinantes (ce qui montre qu'ils avaient été bien avertis), mais ils n'interviendront que beaucoup plus tard. Le commando du patron en entrant ferme les grilles d'entrée de la cour derrière lui. Ainsi les 18 qui assuraient le piquet se trouvaient enfermés avec le commando. Le matin ceux qui arrivent pour relever le piquet se trouvent à la porte. Ils ne peuvent pas entrer. Les 18 gars du piquet à l'intérieur peuvent sortir, mais n'utilisent pas cette 'permission'. Par contre personne ne peut entrer; On réussit quand même à leur passer à manger. Tout le commando, le patron sa femme, son fils et les deux gorilles s'installent dans une autre pièce du local à l'écart des 18 du piquet de grève. Il y a quelques incidents violents entre piquet et gorilles.

Le samedi dans l'après midi vers 15h le commando se met à semer le désordre et à faire des dégâts dans les bureaux. Ils veulent, bien sûr, que les flics constatent que les grévistes avaient causé ces dégâts. Mais les 18 à l'intérieur, passé la surprise, comprennent tout de suite la provocation. Ils restent totalement calmes et, derrière le commando, ils remettent les bureaux en ordre. Leur déterm-

ination et la connaissance que c'était leur lutte, ne pouvait pas les faire tomber dans un tel piège. Quand les flics sont entrés, comme prévu auparavant sans doute par le patron, ils ne trouvaient plus des dégâts. Il n'y avait rien à constater sauf que --- tout était en ordre. Ils furent donc forcés de se retirer sans rien faire.

La situation était quand même grave; depuis le matin les travailleurs dans la rue et ceux de l'intérieur ne savent pas trop quoi faire. Les discussions étaient parfois violentes. Vers 16h la situation n'avait pas changé sauf que les divisions ont apparues pour la première fois depuis la grève des travailleurs de S.O.S. Certains attendaient que le C.F.D.T. envoie son conseiller juridique. Son conseil, c'était de ne rien faire contre le commando et d'accepter les 'bons offices' des bonzes C.G.T. et C.F.D.T. descendus sur place, alertés par les travailleurs eux-mêmes plus ou moins paniqués devant la situation nouvelle qu'ils affrontaient. Une partie des grévistes était d'accord avec les propositions des dirigeants syndicaux, mais d'autres voulaient refuser à tout prix et commençaient à penser à des alternatives de riposte. Rien n'avait été prévu pour que tous les travailleurs puissent se réunir ensemble; c'est à ce moment que cette carence a eu un effet direct, facilité par le manque d'assemblées générales pendant l'occupation. Sans l'unité et sans la possibilité de prendre une décision ensemble, ceux qui le voulaient ne pouvaient pas suggérer des initiatives. Il faut ajouter que pour quelques uns le manque de fric commençait à peser lourdement et que pour tout le monde l'offensive du patron avait été une grande surprise. L'occupation, même si elle continuait, était vraiment terminée à ce moment là. Les permanents C.G.T.-C.F.D.T. de l'extérieur de la boîte conseillèrent le calme comme d'habitude. Eux seuls entrèrent en négociation avec le patron sans que le comité de grève ou les travailleurs réagissent alors.

FIN DE L'OCCUPATION

A 14h dimanche 7 janvier les permanents syndicaux sortent du bureau de la direction. Ils annoncent aux grévistes qu'ils ont "décidé" de signer un protocole avec la direction accordant la plupart des revendications des grévistes, qu'en conséquence la grève est terminée et qu'ils donnent l'ordre de reprise du travail. Sur les concessions c'était plus ou moins vrai; l'accord patron-syndicats cédait l'essentiel de ce qui était demandé au moins sur la question des salaires des standardistes et le retour aux anciens pourcentages pour les dépanneurs. Mais là n'est pas l'essentiel qui intéresse les travailleurs de S.O.S. et tous les autres travailleurs.

Puisque la plus grande partie de leurs demandes était satisfaite, beaucoup de grévistes n'avaient pas d'objections à faire à ce moment là sur les termes de l'accord. Mais tout le monde était stupéfié par la manière dont ce protocole avait été discuté et signé. En effet les bonzes syndicaux, totalement extérieurs à la boîte avaient passé un accord avec la direction sans consulter les vrais intéressés, les travailleurs eux-mêmes, et puis ont donné l'ordre de reprise du travail. Ils n'ont pas même annoncé cela dans une Assemblée Générale pour que les travailleurs puissent voter sur les propositions d'accord avant de reprendre le travail. On voit le point atteint par l'action des syndicats. Dans cette situation ils n'ont pas même essayé de manipuler les travailleurs. Ils les ont ignorés totalement! Quand roulants et sédentaires en arrivant à la boîte, ont su que l'accord était signé et la reprise du travail ordonnée, désorientés et écouerés, ils ont repris le travail. Le comité de grève ne pouvait pas encore une fois réunir une assemblée. Les permanents syndicaux ont bien annoncé une assemblée générale pour le lundi à 8h du matin, mais cette assemblée n'a jamais eu lieu, puisque tout le monde était déjà au travail.

LES LECONS DE L'OCCUPATION - LA SUITE

C'était, bien sûr, seulement grâce à l'action unifiée de tous les ouvriers organisés de la base que les gains substantiels avaient pu être acquis. Cependant, parce que c'était obtenu par cet accord avec les syndicats et le patron sans les ouvriers, l'avantage du rapport de force obtenu par les travailleurs pendant la grève était perdu. Dans cette situation le patron restait libre de prendre les mesures contre les travailleurs pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise. Après ça il aurait les mains libres;

Pendant quelques semaines après la grève, il semblait que quelque chose avait changé quand même. Après l'expérience d'une lutte dirigée par eux-mêmes les travailleurs de S.O.S. se souvenant des possibilités de leur force étaient encore en colère et encore déterminés. Ceux qui ne s'étaient jamais rencontrés alors même qu'ils travaillaient dans la même entreprise, se connaissaient maintenant et se rencontraient. Le café à côté restait une permanence de fait des travailleurs de S.O.S. après la grève. Tout le monde discutait tout le monde se renseignait sur ce qui se passait pour chaque catégorie de travailleurs, ce qui ne se produisait jamais avant l'occupation.

C'est devant une telle situation que le patron a commencé ses pressions sur son personnel, séparément catégorie par catégorie. Il a vidé une des standardistes et a tenté de changer le statut d'une des radios, en exigeant qu'elle travaille comme standardiste (ce qui l'obligerait à travailler en équipe, ce que lui est absolument impossible, vu de sa situation personnelle). La "modernisation" prévue a été mise en place tout de suite. Maintenant les standardistes sont cloisonnées chacune dans son petit 'placard' sans possibilité de communiquer les unes avec les autres. Le patron a aussi changé les brigades. Il a embauché une sorte de flic-contremaître avec mission précise de vider un certain nombre de meneurs. Alors sous les prétextes les plus futiles, les avertissements ont commencé à pleuvoir. Et pour trois avertissements, les licenciements

Tout cela s'est produit après que le patron eut mâté les dépanneurs. Ils les ont attaqués groupe par groupe. Les menuisiers, les dépanneurs de T.V., séparément, sur des problèmes techniques, propre à chacun de sorte qu'ils ne puissent être directement solidaires. Il y a eu quelques résistances puis quelques uns sont partis, les autres se sont soumis, sûrs de récupérer par la démerde individuelle ce qu'ils pouvaient perdre dans leur faiblesse collective. De plus la direction a commencé à modifier le statut des roulants en les mettant artisans. C'est au moment où il a été sûr, quelques semaines après la fin de la grève, qu'il aurait la paix de ce côté, qu'il a commencé à attaquer le plus durement les sédentaires essentiellement les standardistes. Et là aussi, il a pu détruire toute velléité de résistance collective.

Immédiatement après la reprise on pouvait penser que les travailleurs en cause avaient tiré la leçon de leur occupation: qu'il fallait absolument maintenir les contacts entre eux forgés pendant la grève, notamment entre roulants et sédentaires. Il y eut des projets de réunir des assemblées pour décider une action commune en face des nouvelles pressions séparées et individuelles de la direction. Quelle forme cette action pouvait prendre c'était aux travailleurs eux-mêmes de décider. En discutant entre eux, menuisiers, dépanneurs de T.V., serruriers, standardistes commençaient à lancer certaines suggestions, méthodes d'obstruction, sabotage, transmission des faux renseignements, etc. Un des menuisiers a même été plus loin dans ces suggestions. Il nous a dit: "On n'a vraiment pas besoin d'un patron pour gérer cette boîte." Il ajouta que tout le travail, toute la gestion interne était faite déjà par le personnel de S.O.S. Au début nous avons souligné que les dépanneurs peuvent voir directement la part de valeur qu'ils ne touchent pas. Ils vendent leur travail directement aux clients. Donc ils

peuvent voir très nettement qu'ils n'ont pas besoin d'intermédiaire au point de vue technique. Ce menuisier a montré à quel point les travailleurs de S.O.S. avaient, à ce moment, connaissance de leur situation réelle d'exploités dans un monde capitaliste.

Mais non seulement une reprise de la grève était impossible, mais la répression et les manœuvres de la direction exploitant au maximum la rupture de la fin de la grève ramenait rapidement le rapport de force à la situation dite normale c'est à dire où l'individualisme et la lutte pour soi priment toute action collective. Il n'y a là rien d'extraordinaire; aucune lutte ne garde en permanence les formes qu'elle a pu prendre à un moment donné. Là où les travailleurs avaient trouvé la force de leur unité et rompu brutalement avec le quotidien du travail, ils retrouvaient maintenant ce quotidien. Et le capital, par la main de ce patron, imposait de nouveau sa loi, pour éliminer tous les obstacles à une exploitation sans heurts. Le patron pense même accélérer la modernisation pour régler ce problème mieux que par la contrainte (utilisation du télex.)

QUELQUES CONCLUSIONS GÉNÉRALES - LES LUTTES DE CLASSES EN FRANCE.

Un des traits des luttes actuelles en France dans les dernières années s'exprimait par l'autonomie dans le déclenchement de la grève et les méthodes de lutte. En général c'était le fait des travailleurs eux-mêmes et non la conséquence du mot d'ordre d'une organisation. Sur ce point la grève de S.O.S. montre comment s'exprime et se déroule ce qu'on peut appeler la spontanéité dans l'action, mais cette spontanéité a été plus loin cette fois. Au début de la grève et par le fait qu'aucun syndicat n'était là pour proposer un comité de grève traditionnel, les travailleurs furent amenés à créer eux-mêmes ce comité en lui donnant la forme qui correspondait à leur situation dans l'entreprise. Ce fait est assez rare jusqu'à présent en France pour qu'on puisse le noter, sans lui donner une valeur exemplaire on y voit un signe annonciateur. On peut rapprocher ce fait d'un autre fait apparemment isolé dans une 'petite grève' (voir ICO - octobre - novembre 1972) dans laquelle les travailleurs, par leur action seule avaient mis les dirigeants syndicaux du même côté que le patron.

A S.O.S., malgré cette forme autonome d'organisation, l'intervention des dirigeants syndicaux brisent le mouvement. Disposant d'une organisation qu'ils ont eux-mêmes mise en place les travailleurs de S.O.S. sont incapables de la faire fonctionner au moment où elle s'avère le plus nécessaire et ils entrent alors le mépris de leur autonomie, de ce qui émane d'eux seuls, dans lequel les tiennent les syndicats. Ils redonnent alors sans le vouloir toute leur force légale aux syndicats.

Ceux-ci peuvent alors se permettre ce que les syndicats n'ont pas fait depuis plusieurs années, signer seuls des accords avec le patron, ordonner seuls sans consultation la reprise de travail. C'est un recul considérable eu égard au rapport de force qui, depuis 1968, obligeait les syndicats, hostiles en générale aux grèves parties de la base, à soumettre au vote des travailleurs les propositions patronales et la reprise du travail.

C'est là finalement l'autre trait de cette lutte qui montre les cheminements difficiles de l'autonomie. Elle apparaît dans toute sa force, construite par la nécessité même de la lutte, parce que rien d'autre n'existe que les travailleurs puissent utiliser. Elle n'est pas le résultat d'une conscience anti-syndicale mais la réponse pratique d'une lutte et de l'organisation nécessitée par cette lutte. La mesure des possibilités qu'offre la prise en main de la lutte ce sont aussi les circonstances de la lutte qui l'apportent. Cela seul peut expliquer la dislocation du comité de grève lorsque les syndicats interviennent et que la satisfaction

donnée par le patron écarte toute nécessité immédiate de continuer la lutte avec les formes adéquates de cette lutte. On ne peut donc non plus tirer une conclusion pessimiste de ce qui s'est passé à S.O.S. Tout ce qu'on peut conclure c'est que, dans la situation présente du capital en France, du rôle occupé par les syndicats dans la gestion capitaliste, les travailleurs sont obligés d'imaginer des formes autonomes de leurs luttes dont la grève des Ardennes, ou de S.O.S. donnent des exemples et non des modèles.

Ce texte a été rédigé en janvier-février, 1973 après des contacts et des discussions avec les travailleurs de S.O.S. Un exemplaire a circulé parmi eux, ce qui devait permettre des corrections et des compléments. La répression et les licenciements n'ont pas permis de garder le contact. Ce qui est ainsi publié contient donc des inexactitudes de détail; ce que nous savons, c'est que dans ses grandes lignes et dans ses analyses il correspond à ce qu'ont vécu et ce que pensent les travailleurs de S.O.S.

N M P P

- Nouvelles messageries de la presse parisienne.

PRESENTATION: "Coopérative" de distribution de la presse parisienne en France et à l'étranger. Siège rue Réaumur. Gérée par le Syndicat (patronal) de la Presse Parisienne et Hachette.

- 5 300 salariés (en grande majorité ouvriers-manutentionnaires)
- Société aux mains du groupe Hachette. (1)

En dehors du Centre Administratif (possédant deux ordinateurs) de Réaumur, les NMPP sont divisées en centres spécialisés souvent à la périphérie de Paris: départs (Charolais, Villette, Gobelins), retours des Invendus (Bobigny) Réassortiment (Macdonald), et en multiples annexes. A la division géographique, à celle due à l'importance du travail (les départs sont les plus vitaux), ~~ajoute~~ la division des catégories essentiellement entre ouvriers et employés.

Le Service du Réassortiment (Rassort), occupe 80 employés (magasiniers) (2). Il a toujours eu la réputation d'un service "combattif" mais aussi d'un bastion C.G.T. employés.



L'agitation sur les salaires commence en Janvier dernier au centre des Retours (Bobigny) avec un débrayage et une manif dans le service d'une trentaine d'ouvriers (sur 400), mouvement "sauvage" et isolé pour obtenir 160 Francs d'augmentation uniforme (Bobigny garde la marque du Comité d'Action NMPP né après Mai 68, très actif pendant 1 an). Malgré la C.G.T., ce mouvement sans suite directe est connu au Rassort et sert de thème d'interventions dans les réunions à quelques camarades.

Quelques semaines après, la C.G.T. négocie pour les employés une augmentation de 45 Francs (rattrapage du pouvoir d'achat). Dans les A.G. au Rassort, la bagarre contre les bureaucrates porte sur cette somme ridicule (fixée scientifiquement d'après l'indice de Ségué) et sur la division ouvriers-employés renforcée par la C.G.T., qui ne demande aucun rattrapage pour les ouvriers.

(1) Pour plus de détails, consulter le bouquin paru aux Editions Git le Coeur, diffusion "La Commune": "Hachette la Pieuvre" par un militant CFDT.

(2) Un magasinier au Rassort gagne 1 500 Francs par mois pour 40 Heures par semaine (14 mois de salaire par an, 5 semaines de congés payés)

Par deux fois, en Février et Mars, les "réunions d'information du Personnel" prennent la tournure de véritables A.G. avec accusations des responsables syndicaux, propositions d'action directe.

" Jeudi 8 Mars, Assemblée Générale et débrayages des travailleurs du Rassort

Vendredi 9 Mars: un texte circule pendant le boulot: pour unifier la revendication sur les salaires, préparer, organiser à la base une action efficace et généralisée.

Une quinzaine de camarades adoptent un texte diffusé en tract le Lundi 12 Mars.

AFIN D'EVITER TOUT NOUVEAU "MALENTENDU" entre l'intersyndicale NMPP et nous, travail leurs du Rassort, afin de souder par une revendication précise décidée par nous tous le début d'unité forgée Jeudi dernier au cours de la réunion et de la grève d'une demi heure qui suivit, NOUS TENONS A PRECISER POINT PAR POINT le contenu et la forme que nous voulons donner à l'actuelle revendication sur les SALAIRES:

- N'ayant jamais été consultés sur la somme (variable) demandée au patron par les quatre syndicats, nous disons maintenant QU'ELLE NE PEUT ETRE POUR NOUS INFÉRIEURE A 200 FRANCS, ce au titre d'une double revendication de salaire: 100 Francs uniformes de "rattrapage" sur l'augmentation du coût de la vie en 72 et 100 Francs uniformes d'augmentation normale de salaire à compter du 1er Mars 1973.

- Nous ajoutons à cette revendication UNE SEMAINE SUPPLEMENTAIRE DE CONGES D'HIVER.

EN CAS DE REFUS PATRONAL, la première action proposée à la réunion de Jeudi n'ayant soulevé aucune opposition, est de nous rendre tous Mardi A REAUMUR EN MANIFESTATION. Ceci est demandé aussi aux camarades de Bobigny.

LA-BAS SEULEMENT, IL SERA DECIDE DE LA POURSUITE DU MOUVEMENT, de l'arrêt du travail pour tous.

Signalons tout de suite aux patrons qu'une troisième revendication suivra: PAIEMENT DES HEURES DE GREVE.

De la même façon, nous voulons décider et contrôler notre mouvement nous-mêmes. Nous prendrons donc en charge toujours en Assemblée Générale l'élection d'un COMITE DE GREVE, composé de DELEGUES REVOCABLES PAR la même A.G. ..."

LE LUNDI 12 MARS A 13 HEURES, première réaction au tract: 2 responsables de la C.G.T. venus diriger une réunion de "leurs syndiqués" attaquent violemment les propositions des travailleurs du Rassort, mettent en cause un camarade après avoir tenté de le sortir de la réunion, le dénoncent comme seul auteur du tract, "gauchiste", fouteur de bordel... Grâce au soutien de la plupart des syndiqués C.G.T. du Rassort, le camarade peut rester à la réunion, mais il n'a pas le droit de parler, de répondre aux accusations.

Cependant, les deux bureaucrates réussissent leur manoeuvre démoralisatrice. La combattivité du Rassort exprimée le Jeudi se disloque: "Les syndicats combattent le tract"... "ils disent que seul le Rassort est prêt à aller à la bagarre"... "il faut encore attendre la réponse des patrons à la revendication de l'Intersyndicale (6% d'augmentation, 100 F pour les bas salaires)" "les ouvriers ne veulent pas des augmentations uniformes..."

Le lendemain MARDI 13 MARS, la réponse des patrons est connue: RIEN, des miettes en pourcentage et tout est reporté à une nouvelle rencontre le 26 Mars. Ce sera au moins la quatrième rencontre patrons-syndicats sur la question du rattrapage du pouvoir d'achat et des salaires! A 13 heures de nombreux travailleurs se réunissent à nouveau pour entendre le rapport sur cette entrevue, fait par un camarade de la C.G.T. Devant le récit de cette grotesque routine, chacun sent qu'il faut agir directement, que rien ne sera obtenu sans lutte. Mais les délégués du Rassort CGT, CFDT ne font rien, ne proposent rien, le travail reprend normalement à 13H 20.

A REAUMUR, a lieu une rencontre de l'Intersyndicale employés; la CGT y porte principalement ses coups contre le camarade déjà attaqué la veille. L'intersyndicale décide un contre-tract: "aux employés du Rassort Macdonald" pour les mettre en garde (contre eux-mêmes): "la somme revendiquée n'a pas de référence sérieuse..." "aventuristes"... "révolutionnaires"... "Ne faites confiance qu'à vos syndicats" "dans l'unité" (qui commence par la division ouvriers-employés).

Le tract est rédigé, signé CGT, CFDT, FO, CFTC, ronéoté, prêt à être distribué... Mais le Mercredi, les patrons à leur tour répondent: le camarade attaqué et dénoncé par la CGT comme "agent du patron" est convoqué chez Artaud (directeur du personnel) qui lui annonce que sur plainte du Chef de Service du Rassort les NMPP le licencient. Le prétexte donné par Vincent (chef de service candidat

cadre CGT en 1972) comme motif de licenciement: "indiscipline, mauvaise volonté au travail, (et ça au bout d'1 an de travail) (1). Personne n'est dupe du caractère de répression patronale de cette mesure. En même temps, pour la première fois, CGT et CFDT consultent par pétition les travailleurs du Rassort sur les 6% et les 100 F minimum.

Du coup, la CFDT retire sa signature du contre-tract et les trois autres syndicats n'osent plus le diffuser. De la bouche même d'un délégué CGT, on ne peut plus distribuer ce tract, "les gars pourraient croire la CGT complice du licenciement"...

Après toutes ces manoeuvres, les travailleurs du Rassort se trouvent effectivement divisés et désorganisés.

(1) Le licenciement se fait en mettant fin à son contrat d'embauche temporaire (qui durait depuis début Avril 1972). Juridiquement il est inattaquable, la Convention Collective ne précise rien, le contrat d'embauche indique qu'il pourra y être mis fin de part et d'autre en observant le préavis... ce que le patron fait pour ne pas être dans son tort!

Un licenciement ne devrait pas briser le mouvement puisqu'il s'agit en fait du terme "normal" d'un contrat d'embauche temporaire et que c'était facile au patron d'utiliser ce moyen pour se débarrasser d'un gêneur."

La reprise en main des bureaucrates fondée sur l'isolement des travailleurs, provisoirement rompu par le premier tract est efficace: mensonges, menaces voilées et exécutées...

Même la petite section CFDT (d'idéologie vaguement gauchiste, PSU etc...) entame le véritable procès d'un militant qui avait franchement pris parti pour le tract et contre les délégués.

Chacun est renvoyé à son rôle respectif et les syndicats peuvent maintenant envisager de petites grèves tournantes, puisque les initiatives autonomes des travailleurs ont été réprimées. Bien entendu, Hachette et les NMPP ont eu tout leur temps pour se préparer à ces petits mouvements solidement encadrés. La CGT remportera victorieusement sans doute ces 5 ou 6% aux travailleurs. L'ordre social reprend provisoirement son cours.

SUR LE SABOTAGE

Dans le cadre des activités d'I C O et reprenant l'idée d'un camarade de la région parisienne, un groupe de camarades a entrepris, en vue de la publication d'une brochure, une étude sur le sabotage dans le capitalisme moderne.

Ce travail vient seulement de commencer. Préalablement, nous voulons réunir le plus de faits connus possible venant, soit de l'expérience directe de travailleurs (ce qu'on a fait ou appris dans une entreprise), soit indirectement par des témoignages oraux ou écrits (presse ou livre).

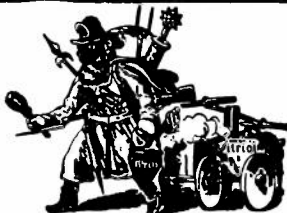
Nous demandons aux camarades de nous aider dans ce travail en nous transmettant tout ce qu'ils possèdent ou ont pu apprendre à ce sujet. (en signalant seulement les références précises s'il s'agit de textes publiés faciles à trouver).

Les premières discussions que nous avons eues ont montré que la notion moderne de sabotage devait être prise dans le sens le plus large du refus de faire fonctionner normalement l'appareil capitaliste de production ou de distribution dans lequel on est impliqué, selon la normalité du travail salarié dans ce système, que ce refus se traduise par une attitude active ou passive, qu'il soit conscient ou non, individuel ou collectif.

Bien entendu, chacun peut avoir une opinion différente à ce sujet et peut la communiquer en même temps que les faits qu'il relate ou séparément.

Nous demandons à ceux qui ont quelque chose à dire sur tout ce qui précède de nous écrire; mais si cela présente des difficultés, l'un ou plusieurs d'entre nous peuvent se déplacer pour écouter et enregistrer.

(Adresser toute correspondance à I C O)



Les O.S de Renault.

pas plus que les autres travailleurs en lutte un peu partout en France, ne sont pas devenus tout d'un coup des travailleurs "conscients de leur exploitation et de leur situation d'O S!" Pourquoi l'auraient-ils acceptée pendant des années ? Pourquoi se mettent ils en grève maintenant, semant la pagaie dans le plus grand trust de France ?

Essentiellement, ils demandent leur reclassement dans la catégorie au dessus. Pas autre chose quoiqu'on en dise. Et, cette revendication n'est pas venue par hasard. Les techniques de production - y compris celles des chaînes - ont évolué considérablement au cours des dernières années. Avec comme conséquence une transformation des techniques de domination du travail : le travail par poste, la suppression du pointage, le bouleversement des systèmes de rémunération s'accompagnant comme toujours d'une accélération des rythmes de travail, d'une utilisation des modifications elles mêmes pour mieux exploiter le travailleur, d'une interdépendance plus étroite des tâches et des ouvriers. En Juin 1972, la Direction de Renault modifie une fois de plus la grille des salaires ce qui répond aux nécessités techniques de la production, alors même que les syndicats essaient de faire croire à une amélioration du sort de tous. L'application de cette grille entraîne de nombreux reclassements et, bien sûr (car elle est faite dans ses détails en partie pour cela) de nouvelles différenciations. On peut même dire que ces différenciations (que les chefs d'ateliers ou autres petits cadres sont chargés de mettre en oeuvre) sont, en pratique, les nouvelles formes de répression nécessitées par la mise en oeuvre de nouvelles techniques de production. Dans tous les emplois où existent de tels systèmes, la pression constante des travailleurs a toujours été vers la destruction de ces différenciations et par la revendication, plus ou moins clairement formulée : "A travail égal, salaire égal".

Mais cela n'explique pas tout. Aux espoirs qu'avait suscités la "promesse" de reclassement, correspond bien sûr la colère contre les injustices et les inégalités que ce reclassement provoque. Et de fait, dans le dernier semestre de 72, les usines Renault seront le théâtre de ces luttes sourdes et méconnues (et méprisées souvent par les "militants") individuelles ou sur le plan d'un atelier voire d'une catégorie. La forme plus collective que cette lutte va prendre et l'énergie avec laquelle elle va être menée dépendent d'autres facteurs plus généraux. Le capitalisme en France doit encore plus aujourd'hui maintenir et accroître son taux d'exploitation pour faire face à la compétition, notamment des USA et des autres pays du Marché Commun. La pression sur le niveau de vie joue à la fois sur les salaires et sur les prix. Le système de gouvernement en France avec son orientation précise vers le capitalisme d'Etat est particulièrement efficace, dans les grandes entreprises notamment, pour maintenir, avec le concours des rouages de gestion syndicaux, le taux d'exploitation dans les limites fixées par les planificateurs de l'économie. Au niveau du trust national Renault, les "accords Renault" régulièrement renouvelés sont là pour enserrer le "travail", c'est à dire la part du capital variable dans des limites étroites, bien définies

Ce cadre strict rend impossible des aménagements de salaires alors que les hausses de prix rendent celles ci beaucoup plus impérieuses. En d'autres termes les schémas traditionnels revendicatifs se trouvent bloqués et les travailleurs qui doivent lutter pour leurs raisons spécifiques se trouvent forcés de le faire par les moyens qui sont à leur portée. Les possibilités d'avoir une augmentation par le canal d'un reclassement sont ces moyens à leur portée fin 1972 et ils l'utilisent : la conjonction de ces deux facteurs explique l'unité des mouvements et son isolement dans des sections où les travailleurs ont les mêmes conditions d'exploitation. (1)

Avant les ouvriers des presses, d'autres ouvriers de Renault ont demandé leur reclassement (et l'ont en partie obtenu) (2). En France, d'autres ouvriers ont utilisé leur situation spécifique pour tenter de maintenir leur niveau de vie. Si les 1200 ouvriers de Peugeot St Etienne sont exposés à la répression patronale, si les ouvriers de Sambron (Loire Atlantique) ou d'ailleurs ont dû reprendre le travail sans avoir rien obtenu, ce n'est pas parce qu'ils étaient plus isolés ou moins combattifs que les OS des presses de Renault Billancourt. Simplement, la place de ces derniers dans l'appareil capitaliste de production fait que leur grève a des conséquences en chaîne qui la font connaître partout et lui donnent une portée insoupçonnée.

Cet enchaînement est assez exemplaire dans le cas de Renault en 1973 : 400 OS des presses réclament leur reclassement. Le patron cède à moitié. Ils refusent pour garder le même salaire en cas de mutation. Ce faisant ils entraînent une rupture d'approvisionnement de la chaîne de montage : 7000 autres OS sont mis à pied. Le patron finit par céder; les OS reprennent le travail. Mais alors, les 7.000 OS mis à pied se mettent en grève pour être payés intégralement de leurs journées chômées. Les autres OS de Flins revendiquent à leur tour le même reclassement que ceux des presses. Les Professionnels de Sandouville demandent à ce que la hiérarchie soit maintenue à leur profit et occupent la centrale de l'usine, la bloquant totalement. Finalement, de grève en mises à pied et en lockout, la plus grosse partie des usines du trust sont bloquées.

Pour ceux qui cherchent des ouvriers "révolutionnaires" scit de type ancien, soit d'un type nouveau, la déception sera grande : il n'y a dans cette lutte, comme dans toutes celles qui se déroulent actuellement en France (et ailleurs), que des choses bien terre à terre : des revendications de salaires, catégorie par catégorie, pas d'extension "volontaire" de la lutte, pas de solidarité, etc... Comme toujours, les ouvriers ne luttent pas pour autre chose que leur situation immédiate et ils ne pensent pas du tout qu'ils font quelque chose de révolutionnaire ; ils restent dans le cadre de l'ordre existant, celui qui leur est donné par le capital et qui inclut, si cela leur est nécessaire et est à leur portée, aussi bien les manipulations de la CGT que la CFDT que l'excitation des groupuscules. Et c'est parce qu'ils restent dans ce cadre de l'ordre existant qu'ils font sans s'en douter quelque chose de révolutionnaire : il n'y a qu'à regarder toutes les inquiétudes qui se lèvent partout au sujet même des structures de domination

(suite en dernière page)

sur leur lycée en grève,

un « petit 6ème » et un prof :

Notre avenir est fondé sur cette grève -
Car si nous la faisons nous lycéens de 6ème
nous pourrions obtenir du pouvoir capitaliste
d'interdire sa sale loi - les lycéens à coup
de Service Militaire ne peuvent continuer leur
études et à cause S.M. se sale Service Militaire
Faisons la grève pour protester et revendiquer
cette sale loi et se dit en plus que ça
avait de nouvelle se l'élection car les capitalistes
veulent nous faire faire après le S.M un
Superbach - Protestons comrades - la grève n'est
pas n'ont plus faite pour se réparer sur
sa boiers et se réparer -
Vive la liberté Abat Debré et la misé-
rite capitaliste bourgeois. Abat la guerre
et le S.M. - Vive le peuple!
Vive l'Amérique

Lycée Voltaire
...le revers de la médaille...

Les lycées sont en grève...
C'est vrai. Dans le deuxième cycle (2è
Iè etc). Mais pas dans le premier cycle
(6è, 5è, 4è)

C'est pourtant pas l'envie qui manque !
Au milieu de l'agitation (pas terrible
dans le lycée mais quand même...), des
A.G., des manifs, du glandage général,
bref LA GREVE, eux doivent continuer à
travailler et fermer leur gueule. Trop
petits. On ne leur reconnaît aucun
droit :

- ni celui de s'associer au mouvement
lycéen sur ses thèmes,
- ni celui de profiter du mouvement pour
rompre un instant avec l'ennui du lycée.

Les grands eux-mêmes ne veulent pas
d'eux : c'est une grève sérieuse, ça ne
les concerne pas, ça ferait fermer les
lycées...

L'administration, n'en parlons pas. Si
jamais un « petit 4è » a le malheur
de s'égarer dans une A.G au lieu d'aller
en cours, coup de téléphone immédiat
(ou lettre) aux parents.

Quant aux profs... Bof, en gros c'est le
même raisonnement que les élèves de 2è
cycle.

Alors ? eh bien
ils se défoulent
comme ils peu-
vent... Par exem-
ple dans un
cours où ils trou-
vent un prof un
peu plus com-
plaisant.: "On
fait grève, on
fait une A.G
dans la classe".
On discute, on
écrit son petit
discours. Enfin
une heure où on
ne leur dit pas:
"Vous êtes trop
petits".
Pourtant quand
ils discutent
de la loi Debré,
les petits 6è ne
sont pas telle-
ment en marge
de la majorité
des grévistes.

A - BAS - DEBARE
QUE LES SOLDATS DE METIERS
SE - BATTENT ENTRE EUX
ET QU'IL NOUS FOUTENT LA PAIX



GRECE

Nous reproduisons un article écrit et diffusé par des étudiants grecs dans certaines facultés parisiennes.

La lutte des étudiants grecs présente la première manifestation d'un mouvement politique de masse dans la période qui a suivi le coup d'état militaire d'avril '67. Il a réussi les dernières semaines surtout à secouer sérieusement le "calme" de la société grecque libérant une énergie énorme parmi la jeunesse étudiante dans une lutte avec des prolongements et conséquences politiques évidentes. Le mouvement étudiant est actuellement en pleine évolution dynamique de sorte que le dépassement de la phase actuelle soit une question de semaines et même de jours. Il est important d'examiner ses caractéristiques, ses succès, ses forces et ses faiblesses jusqu'à ce jour.

L'agitation en milieu étudiant commence l'année dernière au mois de mars-avril. Une grève de plus d'un mois se déclenche à l'école des sous-ingénieurs, lesquels protestent violemment contre un projet de loi entraînant la dévalorisation de leur diplôme. En même temps, les étudiants de la plupart des facs rassemblent des signatures et saisisent les tribunaux sur la question de l'illégalité de la nomination de leurs conseils "représentatifs" qui ne sont pas élus par les étudiants, mais désignés directement par le gouvernement. D'autre part le 21 avril 72 5è anniversaire du Coup d'Etat, a lieu dans la cour de l'Université d'Athènes une manifestation tolérée de façon inattendue par la police jusqu'à un certain point : 100 à 150 étudiants chantent des chansons indignes et scandent des mots d'ordre hostiles au régime. Les jours suivant des manifestations sporadiques éclatent dans divers endroits du centre d'Athènes. Début mai, plus de 500 étudiants en mathématiques défilent de Zografou, banlieue proche d'Athènes, vers le centre, revendiquant des meilleures conditions d'études. Les premiers pas du mouvement étudiant se font pendant cette période. D'autres facteurs ayant également joué un rôle dans la création de cet état d'esprit sont surtout la très grande liberté dans le domaine de l'édition, la relative liberté de la presse et les deux associations, 3té d'études des problèmes grecs (S.E.P.G.) et mouvement gréco-européen de la jeunesse (M.G.J.). Les responsables de ces deux associations étaient en majorité des bourgeois libéraux mais l'essentiel dans cette histoire, c'est le fait que certaines des conférences et discussions organisées par ces associations étaient très suivies, et cela malgré le contrôle policier, souvent par 2 ou 3 mille personnes, en majorité des jeunes qui trouvaient là l'occasion de se rassembler et d'exprimer leur opposition au régime. Le gouvernement a réagi à ces premiers événements par l'interdiction de la S.E.P.G. et du M.G.J., par des arrestations et par la terreur, mais l'agitation a continué dans le milieu étudiant jusqu'à la fin de l'année scolaire.

Dès le début de l'année scolaire, en octobre 72 et après, l'agitation continue de plus belle avec la préparation des élections pour les conseils étudiants, tolérés auparavant par le gouvernement, et les assemblées générales pendant lesquelles les étudiants, adversaires du régime ont l'occasion de se rendre compte qu'ils constituent l'écrasante majorité, ainsi leur confiance et leur combativité augmentent. A cause de l'agitation qui régnait dans ces assemblées, la plupart sont dissoutes par leurs présidents, lesquels ne sont que de simples pions du régime, mais celles-ci continuent dans l'illégalité. Les premiers comités étudiants illégaux sont élus. Lors des élections officielles qui suivent, la fraude électorale est de règle et les étudiants désignés par le gouvernement sont reconduits sauf dans le cas de deux des six sections de l'école polytechnique d'Athènes. A Salonique où la répression est traditionnellement plus dure, le jour d'une assemblée générale, une compagnie de troupes de choc fait des exercices de tir et des manoeuvres devant la cour de l'université. L'indignation contre les élections truquées s'ajoute au mécontentement général. Un discours de Papadopoulos annonçant la création prochaine en Grèce d'annexes d'universités privées américaines, a comme résultat, en janvier, une grève des ingénieurs de l'école polytechnique d'Athènes. Les sous-ingénieurs, pour leur part, continuent leur grève. Une tentative des conseils officiels pour mobiliser les étudiants contre ceux-ci (ingénieurs et sous-ingénieurs ont des intérêts contraires) échoue; elle a comme résultat une mobilisation des étudiants de l'école polytechnique contre les conseils bidons et contre les commissaires du gouvernement. Ces derniers sont des militaires placés par le gouvernement à la tête de chaque faculté avec pleins pouvoirs. Des événements analogues se déroulent dans toutes les facultés et grandes écoles d'Athènes et de Salonique et, à un degré moindre, de Patras et de Ioannina. Ainsi, nous arrivons à la période récente dans un climat de réunions et d'assemblées quasi quotidiennes. Des manifestations ont lieu sur le parcours entre la faculté de droit et l'école polytechnique, lequel se trouve en plein centre d'Athènes, dans d'autres facultés également et à Salonique. Les premiers slogans politiques sont criés. Le mercredi, 14 février, la police entre dans la cour de l'école polytechnique, dispersée par la force une réunion de 1500 personnes, arrête une cinquantaine de personnes, dont onze sont amenés au tribunal. Le lendemain, jeudi 15, les étudiants rassemblés à l'école polytechnique, brûlent tous les journaux qui donnent la version de la police sur les événements. Vendredi 16, des événements semblables ont lieu à la faculté de Droit. Le régime dresse une liste de 97 personnes, lesquels voient leur sursis interrompu les obligeant ainsi à se présenter à l'armée dans un délai de trois jours; ceci dans l'intention de décapiter le mouvement. Jusqu'au mercredi 21 des réunions des assemblées sont prévues dans

Le bâtiment de la faculté de droit appelant les étudiants en droit et en lettres à se rassembler ; elles sont interdites par le rectorat. Le matin les étudiants d'autres facultés rejoignent ceux qui s'étaient rassemblés malgré l'interdiction. 2500 étudiants à peu près occupent la faculté de droit qui occupe le centre d'Athènes. Des milliers de gens sont rassemblés aux alentours. Les occupants posent quatre revendications de base :

- retour des 91 camarades de l'armée ;
- abolition du décret-loi sur les commissaires du gouvernement ;
- abolition du décret sur la possibilité de l'interruption du sursis pour les étudiants ;
- garantie de l'asile universitaire et des libertés académiques.

Des comités d'occupation, de défense d'approvisionnement etc... sont élus. Les étudiants restent une nuit dans la faculté et sortent le lendemain vers 6 heures du soir. Une heure après, éclate, au centre d'Athènes une grande manifestation de 15 mille personnes qui arrête la circulation et rencontre la sympathie active de la population. Le slogan qui domine est "Grèce des grecs prisonniers", détournement du slogan officiel "Grèce des grecs chrétiens". D'autres slogans: "à bas le foot-ball", "liberté", "peuple, regarde maintenant tu peux", "libérez nos frères", "six ans, ça suffit", "le peuple souverain", "peuple solidaire", l'hymne national et diverses chansons populaires. Cette manifestation est sauvagement dispersée par la police. Pourtant des groupes continuent de manifester dans divers endroits de la capitale jusque tard dans la nuit. Le même jour une manifestation rassemble 5000 personnes à Salonique. Le lendemain aussi, des manifestations ont lieu dans les quartiers et au centre d'Athènes qui est bourré de flics. Une manifestation relativement importante rassemblant deux à trois mille personnes éclate le soir et à l'origine se trouvent des lycéens. Samedi aussi, des manifestations ont lieu un peu partout ; le soir, un millier de personnes se rassemblent place de la Constitution. La presse, qui jusqu'au moment de l'occupation avait une liberté relative, est muselée, complètement. La semaine suivante, la grève universitaire à Athènes et Salonique est quasi totale. Vendredi 2 mars, Papadopoulos s'adresse aux étudiants et aux professeurs en prononçant un discours aussi bête que violent. Malgré cela, la grève continue jusqu'à aujourd'hui. Les étudiants mettent en avant les quatre points que le gouvernement ne peut pas satisfaire sans se ridiculiser complètement. Aux dernières nouvelles, la grève continue, et les manifestations de rues ont repris. Lundi, à Salonique, et mardi à Athènes, des manifestations importantes ont eu lieu. A l'école polytechnique, où lundi

5 mars ont commencé les examens du I^{er} semestre les plus importants de l'année, l'abstention a été de 90%. L'astuce du gouvernement d'utiliser les incorporés comme "briseurs de grève" en les amenant exprés pour passer les examens a lamentablement échoué. La situation en ce moment est très dynamique et incertaine.

LES CARACTERISTIQUES ESSENTIELLES DU MOUVEMENT ETUDIANT,

à sa phase actuelle, sont :

- l'autonomie,
- son caractère de masse et
- sa dynamique d'évolution vers un toujours plus grand degré de conscience et de combativité.

Mais il faut aussi remarquer deux autres caractéristiques importantes : la première est la jeunesse du mouvement qui rassemble presque exclusivement des jeunes de 18 à 25 dont un très grand nombre n'avait que 12 ou 13 ans en 67;

la deuxième est le rôle très important que les filles ont joué dans le mouvement. Mise à part leur combativité remarquable, il est significatif qu'elles ont agi de leur propre initiative et de manière autonome, ce qui arrive pour la première fois dans le mouvement grec.

Le mouvement a été indépendant de toute direction ou influence politique ou syndicale et ce fait est profondément politique.

En aucun cas il ne s'agit là d'une quelconque continuation de l'ancien mouvement démocratique (par exemple celui des manifestations de juillet-août 1965), mouvement dirigé par des états majors.

Il s'agit donc là d'un phénomène politique nouveau.

L'autonomie est visible dans toutes les manifestations du mouvement et en premier lieu dans l'attitude des gens face à leurs assemblées générales et au déroulement de celles-ci.

Aux assemblées générales des étudiants avant 1967, les gens allaient pour l'élection du président de l'assemblée, après ils partaient et revenaient au moment du vote, laissant aux "professionnels" le soin de discuter entre temps ce qui n'intéressait qu'eux en fin de compte. Il faut avoir assisté à une assemblée des derniers mois pour voir tout de suite la différence. La discussion est réelle et vivante parce qu'elle porte sur des problèmes concrets et que chaque participant sait que l'assemblée est le seul endroit où il peut discuter et résoudre ses problèmes. Les seules instances structurées du mouvement sont les comités élus par ces assemblées qui ont une existence pratique aux intervalles entre deux assemblées.

L'extension de cette manière d'agir et de s'organiser, à savoir par les assemblées et les comités élus et révoquables à tout ins-

tant, a été extraordinaire et essentielle et renferme en elle toute la signification de l'autonomie du mouvement.

A cela il faut ajouter le rôle presque nul qu'ont joué les groupes politiques constitués en tant que groupes (en tant que personnes, il ont souvent été élus aux différents comités), pour la grande amertume et colère des staliniens de tout bord, qui sont obligés par la force des choses de reconnaître l'autonomie complète du mouvement et même parfois de l'approuver voyant d'autre part qu'ils ont aussi peu de prise sur le mouvement réel. Individuellement, ils ne cessent de répéter, selon leur habitude, que ces comités sont caractéristiques de l'"immaturité" et de l'"infantilisme" du mouvement et qu'ils devraient être rapidement dépassés (et remplacés par une saloparie genre comité central) pour que le mouvement "progresse".

Le si peu d'influence des différents partis communistes et leurs répliques groupusculaires sur le mouvement est vraiment étonnante et ne peut être expliquée seulement par les conditions de clandestinité qu'impose le caractère dictatorial du régime. Ce n'est pas tellement que les étudiants qui participent au mouvement ont rompu avec le stalinisme en pleine connaissance de cause, c'est qu'ils suivent un chemin concret sur lequel les staliniens n'ont pas de prise et ils ont assez de lucidité pour le sentir.

La définition des buts et formes de lutte par les participants eux-mêmes a assuré dans une large mesure le caractère de masse du mouvement et sa perspicacité en ce qui concerne le choix des buts et slogans appropriés au moment propice. Cela en liaison avec l'attitude de la junta face au mouvement et son incapacité à comprendre, comme tout gouvernement d'ailleurs, la dynamique de la lutte, a eu comme conséquence l'extension et la montée du mouvement, qui dépasse finalement le cadre universitaire et atteint une signification sociale et politique plus large.

Un exemple sur lequel l'autonomie et la dynamique sont visibles est le fait que l'incorporation des 97 "meneurs", non seulement n'a pas eu comme résultat le reflux du mouvement mais au contraire son passage à une phase plus avancée.

Un deuxième exemple est l'occupation même de la faculté de droit qui n'était pas programmée et a eu lieu sans que presque se rendent compte les gens qui l'ont faite. Sur ce point il faut aussi insister sur le caractère de fête qui a été donné à cette occupation avec les chants et les danses sur la terrasse, devant les yeux de milliers d'athéniens ébahis et aussi des flics.

Aussi on peut voir la marche concrète du mouvement, lequel depuis les premières revendications sectorielles et corporatives arrive à unifier une première fois les étudiants dans le combat face aux conseils-bidons et ensuite, en exploitant la maladresse du régime, arrive à se généraliser avec

une combativité exemplaire, ayant comme point culminant l'occupation de la faculté de droit. Ce faisant il a pu mettre à nu la faiblesse de ce régime de barbouzes et cela en plein jour, devant les yeux du public, et dans la rue, brisant ainsi la peur.

En conclusion, l'autonomie du mouvement des étudiants grecs est très étroitement liée à son caractère de masse et à sa dynamique comme il arrive dans tout mouvement social authentique.

Si on reste aux slogans généraux des étudiants pendant les réunions et manifestations, on pourrait dire que le "niveau est assez bas", étant donné qu'il s'agit en majorité de slogans "démocratiques", l'hymne national est chanté, les références concernant la tradition de la révolution nationale contra les turcs (1821), etc. Aujourd'hui encore un grand nombre d'étudiants luttent parce qu'ils désirent simplement une démocratisation de l'université. Mais le processus d'affrontement avec le régime, le côté illusoire d'une telle conception devient de plus en plus visible et les gens en sont de plus en plus conscients.

Par ailleurs, rester purement et simplement au niveau d'une analyse du "contenu" des slogans avancés, comme le font actuellement les organisations traditionnelles, équivalait à passer sous silence le caractère nouveau du mouvement.

Il faut aussi tenir compte du caractère dictatorial du régime qui fait qu'un slogan tel que "les commissaires du gouvernement dehors" a un caractère explosif immédiat et en fin de compte révolutionnaire.

De toute façon, des slogans comme : "a bas le football", qui attaque une forme d'aliénation très importante en Grèce, "peuple regarde, maintenant tu peux", "le peuple souverain" etc.. qui ont été scandés aux dernières manifestations sont caractéristiques d'un grand niveau de conscience.

Par ailleurs il faut remarquer (à propos notamment des slogans contre le football) un autre aspect du mouvement : à l'encontre des explications traditionnelles, celui-ci ne se déroule pas dans un contexte de revendications économiques.

L'importance de la lutte des étudiants est grande d'abord parce qu'elle a montré qu'un mouvement de masse est possible dans les conditions de la dictature grecque et de ce point de vue elle joue un rôle exemplaire, brise le mythe d'intouchable et libère les consciences. Ensuite et surtout parce que les formes d'organisation et de lutte autonome qu'elle a inventées prennent une dimension politique en soi et finalement parce que les slogans qu'elle a diffusés ont une signification politique certaine et ont été entendus par une large partie de la population.

A ce propos il faut souligner la sympathie active de la population envers les étudiants. Pendant la grande manifestation du jeudi 21 février, des milliers de gens rassemblés sur les trottoirs et aux fenêtres avoisinantes ap-

noirs dessins...

Il me semble que l'apparition de dessins dans le canard soulève quelques problèmes au sein d'ICO ou de la part d'ex-ICOistes; c'est bien pourquoi je voudrais en dire ici deux mots absolument pas définitifs : histoire de causer un peu politique, mais aussi Art (majuscule) et artistes, quoi...

On se souviendra peut-être du petit scandale (on en arrive là dans les groupes révolutionnaires calés depuis des années dans leurs chères vieilles habitudes) créé par l'insertion dans notre N° II7 d'un dessin à dominante "erotico-sexuelle" -horreur !- flanqué d'une phrase de Fourier en guise de légende (un copain revenait d'ailleurs excellemment sur cette question dans le dernier ICO, page 37, mais en passant, répondant par ailleurs à d'ex-sociétaires partis présenter leur spectacle sous d'autres cieux et si possible devant d'autres publics.

Oh, bien sûr, la phrase servit à certains de no pour justifier leur véto: légende, c'était diffé d'autres motifs, pittores l'art, de l'esthétisme. comprend rien, qu'est-ce ICO, canard ouvrier ! So vint aussi bien de la pro copain, malencontreux au core fini de s'entendre

En fait le dessin lui-même en cause et n'aurait moti ni cette indignité" si au illustrer ICO ainsi n'é il fallait le faire avec pagande au service de la qui se mettra à gribouill QUOI PAS DES POEMES, tant

Enchainons. Moi, je fais en temps, pour ICO, je c'est ainsi ma manière de trop marre de remuer les re que je me fasse par verra pourquoi plus loin) dessiner c'est comme par ment une tentative de com dedans...

Je sais, je dois avoir avec cette histoire d'art y'en a marre)mais j'ai tion n'est pas encore dé révolutionnaires", à voir dessin peut déclancher Là comme ailleurs, bien par l'affirmative, et, se déclarer superbement que faite par tous, etc..", peut être fait par tous autres. Ca fait toujours des lettres (on peut pas Sade, pas ?) et puis ça Seulement faut pas déma aussi simple qu'il y pa l'écriture et la parole, cette petite rigueur sans être valable...

Et pis il y a le don, grosse question, paraît-il. Sans vouloir et sans pouvoir rien décréter en cette matière -à vrai dire ce problème du don m'intéresse assez peu- mettons que des gens aient des doigts plus souples que d'autres, ayant de ce fait plus de facilité à s'exprimer picturalement, mettons. Cela signifie-t-il pour autant que tant de copains, de copines, soient paniqués devant la feuille blanche et le feutre, alors que s'ils faisaient le pas, ils exprimeraient des tas de choses drôles, percutantes, vivantes (cf : note) même si ce n'est pas joli ou "représentatif", au sens con du terme, et des normes en vigueur Cela les empêcherait de se tourner vers les camarades-spécialistes en leur disant : "Oui,

MESSAGE DESSINÉ À
DE LÉOPOLD BLOOM* DE DÉDALUS

*PSEUDO (LITTÉRAIRE)
D'ANONYME PRUDENT...



CECI EST
UN DESSIN
INNOMMABLE!

(BEUARK!
Y EN A DES
ZOB' SESSIONS
ET DES
NÈVES ROSES
LA-DEDANS!)

SON RESPONSABLE EST DONC
INNOMMABLE LUI-MÊME (NE
PEUT ÊTRE NOMMÉ): C'EST BIEN
POURQUOI IL EST ANONYME!
T'AS PIGÉ, STEPHEN?

de ce malheureux Fourier ble et politique prétexte ah, s'y'avait pas eu la rent, etc.. Il y eut aussi ques et variés : c'était de Ou bien encore : on n'y que cela vient faire dans yons justes, l'indignation vince que de Paris et le teur du projet, n'a pas en reprocher son initiative...

me n'était certainement pas vé "ni cet excès d'honneur chose n'avait affleuré : tait pas sérieux, ou alors des dessins sérieux, la pro-Révolution, sinon n'importe ler sur notre canard, POUR- que vous y êtes !!!

des petits dessins de temps n'y fous rien d'autre et m'exprimer quand j'en ai mots. Ce qui ne veut pas di- fois mieux comprendre (on mais ce qui signifie que ler ou écrire, c'est égale- munication, alors l'Art, là-

l'air d'insister lourdement (sans majuscule, cette fois, l'impression que cette no- mythifiée dans les "milieux les réactions qu'un simple par rapport à un article. sûr, on pourrait trancher souvent de Lautréamont, si : "la poésie doit être par extension l'art doit et également, le dessin entre bien, ça montre qu'on a tous connaître Joyce ou rassure l'ensemble. Ouais, goguer, rien n'est jamais rait et le dessin, comme exige d'y bosser un peu, laquelle rien n'est peut-

mais toi, tu sais dessiner...", leur déléguant ainsi une partie de leur expression (et de leur pouvoir), les confortant dans leur rôle d'artiste, aggravant d'autres divisions et réduisant d'autant la rotation dans les petites tâches, comme celle par exemple d'illustrer ICO.

Bien sûr, ce ne sont pas toujours ceux qui gueulent le plus fort contre l'art et les artistes qui se prennent le moins parfois pour des petits génies dans leur vie dite privée, je sais. Cela nous rappelle simplement que parmi les "arts" il n'y a pas que le dessin mais aussi le théâtre et le cinéma...

Se faire comprendre, j'en viens à la réflexion de la copine, dans le dernier numéro, rubrique courrier, à propos de mon illustration (page I) sur les handicapés. Cette réaction touche, pourquoi le nier, d'autant plus que je m'y attendais un peu en dessinant le truc. Mais voilà bien un des aspects du problème : on m'a demandé d'illustrer un dossier et, ma foi, faut bien faire avec ce qu'on a. Pour ce petit boulot là, la spontanéité entre peu en jeu et il est vrai que l'aspect esthétique -on n'y échappe pas, c'est difficile- a son importance. Ainsi, pour illustrer l'interdiction faite aux jeunes handicapés de fréquenter les filles de fumer, de boire, la tentation du disque style panneau de circulation s'est imposée à moi et j'y ai cédé, mea culpa. Ma seule défense, chère copine, c'est que ce ne sont pas mes idées, que j'ai simplement transposé un propos, mal, si j'en juge par ta lettre, dont je te remercie et qui participe, elle, d'un travail collectif.



Se faire comprendre (bis). La remarque de cette camarade, la discussion avec elle sont fraternelles, utiles et je ne voudrais pas la froisser en faisant la comparaison avec une autre réaction, à un autre dessin -je veux parler de celle du nommé Dedalus-, mais c'est précisément pour montrer la différence essentielle entre ces deux types de réaction : l'une veut comprendre, dialoguer, l'autre ne veut comprendre, décrète et menace. Pour les insultes, je dirai simplement que n'insulte pas qui veut : les surréalistes, dadas et autres situationnistes qui déploierent parfois un réel talent dans cette spécialité n'ont pas toujours les rejetons qu'ils méritent, passons. Le premier m'a été demandé, le second a été ma façon à moi de représenter la soirée avec Guattari; c'était donc absolument spontané et je n'y retranche évidemment rien et n'y mets, cette fois, aucune restriction. Que toi, Dedalus, te sente choqué, scandalisé (sont marrants ces sadiens !) par un dessin innomable (v'la encore aut'chose !) à vrai dire et surtout parce que ta petite personne s'est braquée sur mon allusion au "fascisme" alors que tu feins de ne pas voir que l'attaque principale est contre GUATTARI-ZEUS-AUX-2000-VOLTS d'accord avec l'électro-choc (un électro-choc progressiste bien sûr) ne m'étonne pas, je m'y attendais un peu aussi. Ce qui par contre m'atterre (pour toi) c'est ton refus d'accepter toute expression qui ne soit pas la tienne, en amenant au passage la petite merdouille sur l'"anonymat" du dessin. C'est une menace, ou quoi ? T'as jamais compris qu'on ne signait pas justement pour pas jouer les vedettes, les artistes; mais bien sûr, si on faisait le contraire, tu crierais à la prétention, à la propriété artistique, ben voyons ! Cela dit, si tu veux plus de détails, écris à ICO qui te transmettra mon nom afin que tu envisages les suites à donner à cette affaire, amen.

Nous voilà bien loin de l'art, des artistes, de la Révolution, peut être...

Mais j'aimerais bien que d'autres copines et copains reviennent un jour, quand ils en auront le temps, sur cette question dans ICO, en amenant aussi leur contribution à l'image, en vidant tripes et cœur.

Note. N'abusons pas des exemples historiques, mais enfin, pour n'en citer que deux forts différents : la Russie de 1920 et mai 68, on y voit bien ce que l'imagination créatrice pouvait faire.

Spectacle inoui, fabuleux des rues de Moscou par exemple, décorées, travesties (la joie du déguisement..) par des artistes révolutionnaires soit, mais aussi par des ouvriers ayant pris le pinceau et traduisant en fleurs géantes, éléments figuratifs ou non, leur soif de vivre, leur liberté, qu'une bureaucratie inquiète ne pouvait encore complètement endiguer, mais qui allait très vite se rattraper.

En 68, l'explosion poétique des murs, des affiches, de la parole aussi, brève libération...

Courrier

les mal barrés...

Dans le numéro de septembre d'ICO, on trouve un article bien étrange : un commentaire sur "les mal barrés" de Marie Minois.

Il démarre bien : on nous apprend que ce livre a été publié "à compte d'auteur". Qu'est-ce-que cela peut bien vouloir dire ?

Quand vous utilisez Marx, vous ne précisez jamais que "Le Capital" est publié chez Garnier-Flammarion à compte d'entreprise privée !

Et ICO, lui, est publié comment ?

Sur le compte de capitalistes ou sur le compte d'auteurs ?

Vous deviez bien avoir une petite idée en tête en utilisant cette expression ? C'est probablement important pour vous, car vous avez senti la nécessité de publier un démenti dans le numéro suivant. Finalement, Marie Minois n'est pas aussi dégueulasse que ça ! Avec le démenti, l'affaire est classée. En êtes-vous sûrs ?

Tout cela, ça n'est que secondaire (mais ça n'est peut-être pas aussi vrai que ça d'ailleurs; il faudrait fouiller ce qu'il y a de profond là dedans). Est-ce-que vous condamnez toute publication à compte d'auteur (c'est-à-dire payée par l'auteur, je suppose) ? Ce n'est pas possible car, à ICO, on est contre le Capitalisme; alors, comment publier ? Par l'intermédiaire de groupes bien déterminés, bien établis, en somme ? L'individu vous répugne donc à ce point ?

Admettons que tout cela soit secondaire (mais que cela ne vous empêche pas de savoir pourquoi vous avez écrit cela dans ICO).

Passons à la suite. Le reste de l'article me paraît, lui aussi, bien étrange.

Comment s'exprime-t-elle, Marie Minois ?

Elle en a marre de la situation où on l'enferme, et elle le crie. Elle crie ce qu'elle ressent avec toute la violence qu'elle a en elle. La société capitaliste est infernale et ceux qui se sont donnés la mission de changer quelque chose, au lieu d'ouvrir les fenêtres pour qu'on puisse respirer un peu en attendant que ça change, ils bouclent tout. Elle ne peut plus le supporter, et elle le gueule le plus fort qu'elle peut.

Que dit-on dans ICO ?

"Il n'y a aucune analyse du processus..."

Restons calmes, les amis. Il faut réfléchir; du moins ceux qui peuvent ou savent. Vous ajoutez que les ouvriers ont peut-être compris la situation, mais par pas son tract ou son livre, peut-être cette situation était-elle assez claire pour que les mécanismes soient directement perçus par les ouvriers.

Et si son but, à Marie Minois, n'était pas d'expliquer aux autres tous les ressorts cachés de la mécanique sociale ? Peut-être n'a-t-elle voulu que témoigner, que racon-

ter ses sensations ? Peut-être qu'elle s'en fout des analyses ?

Peut-être pensez-vous que si ça n'est que ça, c'est un peu puéril ?

Et si tous ceux qui sont opprimés se mettaient à gueuler comme ça, sans se soucier des bonnes manières de ceux qui savent analyser ? Ça ferait un joli bordel, non ? Vous allez plus loin. Cette attitude serait "stalinienne". Pour le moins cette affirmation manque d'analyse ! Quand avez-vous vu que les stals ont l'habitude de gueuler ce qu'ils ressentent ? J'ai plutôt l'impression qu'ils préfèrent les analyses (sans preuve, d'accord). Est-ce-que Séguy nous décrit ses états d'âme en face de Pempidou à Grenelle ? S'il en était là, ça serait drôlement passionnant !

La suite de l'article vaut le coup aussi. Ce que vous n'avez pas digéré, c'est le langage parlé que Marie Minois a osé écrire.

"Ce genre de langage (que les ouvriers ont généralement) immédiat et parlé (est) non analytique". C'est la condamnation suprême. Suit une assimilation du cri de douleur de Marie Minois avec les slogans abstraits (car non ressentis) des Maos.

Pourquoi le prolétariat devrait-il dépasser son langage immédiat ? Comment le prolétariat pourrait-il parler ou écrire ? J'ai déjà entendu des ouvriers parler, mais le prolétariat, où l'avez-vous entendu ? Ses représentants, eux, on peut facilement les entendre. Que les ouvriers dépassent leur langage immédiat, expression de la situation qu'ils vivent et le prolétariat (ses représentants pourront l'aider !) pourra se mettre à sa tâche historique en oubliant les petits inconvénients de sa vie quotidienne. Ce coup, ça fait un bon bout de temps qu'on le joue, la patrie en danger, retrouvons nos manches, la locomotive de l'histoire... Tout le temps, la tâche est historique. Il est peut-être temps de dire qu'on en a marre d'être les tâcherons de l'histoire... C'est toujours le même coup de collier, la der des der... On se fait baiser par ces consciences non-immédiates si chères aux milieux révolutionnaires, et aux autres, d'ailleurs.

Bien sûr, personne ne percevra ce cri de Marie Minois, ni les ouvriers, ni les paysans, ni les intellectuels. Pourquoi ? Toutes les structures sociales nous forment depuis l'enfance à croire que notre langage parlé est puéril. Tout juste bon à en rire quand le mot est bon. Le sérieux vient quand on peut écrire, et pas n'importe quoi, il faut de l'analytique. Votre commentaire ressemble étrangement à ce que les profs écrivent en marge des rédactions des élèves de lycée : "Vous avez senti le sujet, mais votre analyse est incohérente. Allons, encore un effort dépassez-vous !"

On nous a dépouillés de nos moyens d'expression; quand on parle, ça n'est pas sérieux; quand on écrit, ça n'est pas nous qui nous exprimons, mais d'autres (et quels autres) quand on écrit comme on parle, on n'y comprend plus rien ! Le tour est joué : il ne nous reste plus qu'à trouver comment nous allons nous entendre les uns les autres. Comment faire pour savoir si ce que l'autre ressent, c'est bien ce que je ressens moi-même ? Comment être sûr quand je

pense ou transcrit ma pensée que je ne tra-
his pas ma pensée, mes sensations, car ce
langage que je peux utiliser, ce n'est pas
le mien mais celui que des générations d'o-
presseurs ont mis au point, grâce à leurs
valets, pour supprimer l'expression immé-
diate de ceux qu'ils oppriment. Comment

faire pour que ceux qui n'ont que le lan-
gage parlé et un respect fou pour l'écri-
ture puissent raconter ce qu'ils ressent-
ent et pensent ?

Comment faire pour que ceux qui ont acquis
l'écriture expriment honnêtement ce qu'ils
ressentent ?

et réponse d'un camarade parisien.

La lettre reproduite ci-dessus appelle une réponse et une mise au point. Commençons par
la mise au point : je ne suis pas l'auteur de l'article attaqué, mais celui de l'erratum.
Je vais commencer par expliquer comment les choses se sont passées qui ont amené à sa pu-
blication.

Il n'est pas inutile, tout d'abord, de reprendre les termes exacts de l'article : "Ce tract
et le passage qui suit sont extraits d'un livre paru à compte d'auteur aux éditions "Champ
libre" : les mal barrés de Marie Minois.

N'importe quelle personne comprend que cette précision "à compte d'auteur" dénonce une
pratique commune des éditeurs bourgeois qui ne sont même pas prêts à risquer un sou (et
on sait que c'est souvent le cas en France) et non, bien entendu, une quelconque dégueu-
lasserie de Marie Minois.

La réaction généralisée est : "je n'aurais jamais cru ça de Champ Libre, qui publie tellement
de si bons livres, c'est à dire, en accord, en gros, avec ce que je pense". C'était bien
l'interprétation de Marie Minois elle-même, que j'ai eu l'occasion de rencontrer pour de
toutes autres raisons, et qui s'est esclaffée à l'idée qu'on pouvait penser qu'elle avait
suffisamment de fric pour pouvoir payer l'édition de son livre. C'était bien aussi l'inter-
prétation de l'éditeur lui-même, qui, au cours d'une conversation téléphonique, m'a deman-
dé de publier un rectificatif. Je le reproduis ci-dessous :

"Erratum : c'est sur la foi d'une information erronée que nous avons indiqué que le livre
de Marie Minois, "Les mal barrés" avait été édité "à compte d'auteur". Les éditions Champ
Libre nous prient de préciser qu'elles n'ont jamais recours à de telles pratiques. Nous le
faisons avec plaisir."

Et, avec le démenti, je pouvais penser que l'affaire était classée.

Reste à expliquer que chacun ait été prêt à admettre que les éditions Champ Libre pouvaient
avoir "recours à de telles pratiques".

Et en effet, il y a bien là "une petite idée en tête" comme dit notre correspondant; celle-
ci : dans le monde où nous vivons, il serait bien étonnant qu'un éditeur, aussi révolution-
naire soit-il, ne soit pas en fait un éditeur bourgeois, qui doit vivre de la vente de ses
bouquins, qui est soumis à la loi du marché et qui, s'il veut survivre, doit accepter les
mœurs de la profession.

Gageons que beaucoup de nos lecteurs partagent ce point de vue.

Tant mieux si Champ Libre peut échapper à certaines de ces contraintes.

Ce qui est finalement "bien étrange" c'est que l'auteur de la lettre ci-dessus soit aller
chercher immédiatement une interprétation de l'information (encore une fois erronée, mais
mais que tout le monde se sentait prêt à admettre) qui soit défavorable à ICO et qui pré-
sente les auteurs, sinon directement, du moins par allusion, comme de belles ordures qui
ne reconnaissent que "des groupes bien établis".

"Il faudrait fouiller ce qu'il y a de profond" dans la hargne dont fait preuve notre cor-
respondant. Elle est probablement liée à son expérience du fonctionnement du groupe ICO
auquel il a participé pendant quelques semaines. Visiblement il a été déçu de voir que ce
fonctionnement n'était pas sans reproche et qu'ICO, pas plus que tous les autres groupes
politiques, n'échappe aux contradictions et aux contraintes du système qui l'entoure et
dont il fait partie. Il y a en effet, comme dans tout groupe humain des "personnalités
fortes" qui imposent "une ligne". Mais c'est en fait beaucoup plus complexe que cela, en
ce sens d'abord qu'il y a beaucoup de personnalités et beaucoup de lignes, et qu'ensuite
cette situation a toujours fait l'objet de critiques et, en particulier, le fait, qui évo-
lue maintenant, que le journal était rédigé par un nombre restreint de camarades.

De ce point de vue, il y a justement une tentative de sortir de cette rationalité des grou-
pes avec les personnalités dominantes. Qui sait si cela réussira ? En tout cas ça vaut le
coup d'être tenté, même si cela conduit à discuter en priorité des sujets qui ne m'intéres-
sent guère et que, par conséquent, tout en continuant à participer à la vie du groupe, je
ne participe pas à ce genre de discussions.

Mais assez pour ICO et mes sentiments personnels.

Reste la seconde partie de la lettre...

ANGLETERRE

DOCUMENT :

LES 4 ACCUSÉS DU PROCÈS DES 8 DE STOKE NEWINGTON PARLENT

Les interviews qui suivent ont été condensés et traduits de Time Out (N° 148 du 15-21 déc.72). On pourra y vérifier que, comme le disait Kate McLean, les 8 "étaient unis plus par le fait qu'ils étaient ensemble sur le banc des accusés que par des opinions politiques exactement communes".

I. Angela et Kate



(Kate McLean et Angela Weir sont toutes deux d'origine modeste. Kate, qui a 22 ans, a fait ses études dans une école privée, suivies par un an de collège artistique; son père combattit dans les Brigades Internationales en Espagne; elle milite dans le Women's Liberation Movement et les Claimants' Unions, et travaille dans l'imprimerie. Angela, qui a 28 ans, a des diplômes de 3 universités; quand le collège de formation d'enseignants où elle travaillait refusa de renouveler son contrat, elle devint standardiste, comme l'avait été son père; elle milite dans le Gay Liberation Front, mouvement de libération des homosexuels.)

Question : Vous attendiez-vous à plus de réaction de la part de la gauche, ou à une réaction différente ?

Kate : Eh bien, considérant la réaction de la gauche au procès d'Ian (Purdie, N.d.T.) et Jake (Prescott, N.d.T.), non.

Angela : Je pense qu'il y a 2 choses. L'une, c'est la réaction de la gauche organisée, des partis, et l'autre celle des gens dans le "Claimants' Union" et des gens comme ça qui ne faisaient pas partie de la gauche organisée. Je pense que ces derniers ont trop réagi au procès, ont donné bien trop d'importance au procès...

K : Oui.

A : ... alors que les groupes organisés de gauche n'ont pas assez donné d'importance au procès.

K : Par exemple, le Morning Star (quotidien du Parti Communiste, N.d.T.) a seulement commencé à soutenir le procès environ 3 semaines après qu'on ait suggéré que c'était un coup monté par la police, et alors ils en ont parlé tous les jours en détail - mais avant le coup monté ils n'en ont presque pas parlé. On aurait dit que le Star n'était intéressé par le procès que dans

la mesure où ils pouvaient croire à l'innocence des accusés. Avant qu'on ne parle de coup monté, ils pensaient que tout le monde était coupable, et ne voulaient pas les soutenir. Je pense que cette attitude se retrouve dans toute la gauche. Ils sont prêts à soutenir les gens qui sont innocents, mais ils reconnaissent encore la définition de l'état sur l'innocence et la culpabilité.

(...)

Q : Ils (les groupes de gauche N.d.T.) ne pouvaient pas très bien vous demander si oui ou non vous étiez coupables...

A : Non, mais ils auraient pu nous demander quelle était notre politique et ce que nous pensions des attentats à la bombe.

K : Je pense que dans ce domaine ils sont aussi dégueulasses que la presse bourgeoise : ils

pensent que vous êtes coupable simplement parce que la police vous a arrêté.

A : Je pense qu'ils auraient pu faire plus attention à noter comment l'Etat fonctionne, et parler plus de l'utilisation des lois sur la conspiration, de la Special Branch (la police politique, N.d.T.), des perquisitions et comment tout cela marche.

Q : Toi, Angela, tu as fait bien attention à faire une distinction entre ta politique et celle de la Brigade de la Colère. As-tu changé d'optique politique pendant l'année écoulée ?

A : Dans une certaine mesure, oui. J'étais surtout active dans Gay Liberation et le Women's Liberation, et si je l'étais, c'était une manière de réagir, tu sais, en disant: "C'est terrible, nous devons faire quelque chose à ce sujet", mon engagement avait un aspect moral. Maintenant, je suis bien plus convaincue de la nécessité de comprendre la situation d'un point de vue marxiste, d'en tirer une stratégie, et du besoin d'une réelle organisation.

K : Oui, je pense que c'est vrai. Le genre de politique préconisée par la Brigade de la Colère exprimait un besoin de réagir, une réaction au niveau des tripes à la situation. (...)

Q : A votre avis, quelles conséquences les attentats à la bombe ont-ils eues ?

K : Je pense que ces attentats étaient des actes très isolés, dans l'ensemble.

A : Je ne sais pas vraiment ... On peut imaginer que les attentats étaient faits en soutien à un genre de colère spontanée, et une expression de cette colère qui a toujours existé parmi la classe ouvrière. Mais cette colère ou ce geste de colère ne résoud pas le problème. On ne construit pas une révolution de cette manière. Alors je ne pense pas que ces attentats étaient complètement coupés de la classe ouvrière, en ce sens qu'un grand nombre de gens, d'ouvriers, auraient dit par exemple à propos de la maison de Carr, que c'était vachement bien fait qu'elle sauté. Mais c'est tout ce qu'on peut dire, ça s'arrête là.

K : Oui, on avait l'impression d'assister à une sorte de spectacle, ça ne pouvait pas faire avancer quoi que ce soit. Lorsqu'on entend parler de quelqu'un qui fait un attentat à la bombe en ce moment, on ne peut pas le suivre. Même si les attentats ont reçu un certain soutien, c'était un soutien très passif. Mon avis maintenant, c'est qu'actuellement cette tactique n'a pas l'air de pouvoir s'étendre, elle est très limitée. Il est évident que c'est un genre de menace, les gens ne veulent pas que

leurs maisons sautent, mais à moins que ce soit quelque chose qui puisse se développer, ça peut être très facilement contenu. On dirait qu'ils n'avaient rien derrière eux... Il se peut que l'attentat contre la maison de Carr le jour des grandes manifestations pour protester contre l'Industrial Relations Bill (projet de loi anti-grève, maintenant en vigueur, N.d.T.) - là il y avait quelque chose, peut-être, mais le fait est que personne ne voulait lutter de cette manière à ce moment là. Et les communiqués qui parlaient de ce que la classe ouvrière était prête à faire étaient très irréalistes. Ils présumaient que les explosions allaient éliminer la classe dirigeante, pour commencer. En fait, c'est un mouvement de masse qui renversera la classe dirigeante, pour commencer. Des bombes seront peut-être utilisées - mais les bombes ne sont pas importantes en elles-mêmes.

U : Les communiqués de la Brigade de la Colère soulignaient que les gens ne doivent pas faire confiance aux dirigeants des syndicats ou aux organisations de gauche. En qui fallait-il avoir confiance ?

K : En eux-mêmes.

A : Ils soulignaient que ce qu'il fallait, c'était un mouvement spontané de la classe ouvrière.

O : Pensez-vous que ce soit possible ?

A : Non.

K : Non. Je ne rejette pas les organisations, ce que je rejette ce sont les organisations qui essayent de penser à votre place.

O : Si je prétends faire un résumé d'un point de vue composite de la gauche, une critique de la Brigade de la Colère serait que leur tactique était opportuniste, individualiste, et n'avait pas de base.

A : Je serais d'accord avec cette critique.

K : Moi aussi.

A : (...) Evidemment, les gens qui sont d'accord avec la tactique de la Brigade de la Colère n'ont pas d'analyse adéquate - mais la faute revient aussi à la gauche. Les gens sont allés à l'université, par exemple, et n'y ont trouvé aucune tradition révolutionnaire adéquate, très peu de travail intellectuel étant fait, en tout cas sûrement en comparaison avec la tradition qui existe en France et en Italie. Il se pourrait que l'existence de la Brigade de la Colère soit un commentaire sur l'inefficacité des groupes révolutionnaires anglais existants.

II. Stuart Christie.



("L'anarchiste le plus célèbre de Grande-Bretagne", et l'inculpé le plus important aux yeux de la police : 15 mois de détention préventive avant d'être acquitté. Fils d'un marin pêcheur, c'est le seul inculpé à ne pas être allé à l'université: il a 26 ans, et est contre-maître au Gaz Britannique. Condamné

en 1964 à 20 ans de prison par les juges de Franco pour transport d'explosifs; libéré à la fin de 1967, il aide à recréer la Croix Noire Anarchiste. Depuis son retour, il a été surveillé par la police; il est co-auteur d'un livre avec Albert Melzer : "The Floodgates of Anarchy".)

Question : Pourquoi penses-tu que le jury a rendu ce verdict ?

Stuart : Sans savoir exactement ce qui s'est passé dans cette salle du jury, je dirais que le verdict qu'ils ont rendu était un verdict de compromis, et ce fut reflété par le fait qu'il leur a fallu au moins 24 heures avant d'arriver à une décision en ce qui concerne la présence du matériel à Amhurst Road : s'il avait été amené par la police ou non. Parce que les membres du jury sont revenus le lendemain et ont demandé au juge comment ça se fait que le quartier n'ait pas été évacué si des explosifs avaient été trouvés. Jusque-là, il est clair qu'ils se battaient encore, que ceux qui voulaient l'acquittement luttaient encore contre ceux qui avaient été impressionnés par les preuves avancées par l'accusation. (...)

C'est ce qui s'est traduit dans les condamnations que James a prononcées contre les 4 d'Amhurst Road. Au début, on s'attendait à de beaucoup plus longues peines, 15 ou 20 ans, parce qu'on a dit de Jake Prescott (qui a eu 15 ans pour la même affaire, N.d.T.) qu'il était "un instrument très mineur d'une très sinistre conspiration", qu'il était l'instrument de personnes plus sinistres qui allaient passer en jugement. Après cela, nous avons pensé aux voleurs du Train Postal et aux condamnations qu'ils ont reçues - entre 20 et 30 ans - aussi on a tous été très surpris quand le juge prononça des peines de 10 ans. Je pense que James avait dû prendre conseil pour décider de la longueur des peines. Naturellement, il ne faut pas oublier que ces hommes ont déjà purgé l'équivalent de 2 ans de prison avec remise de peine (ils ont purgé 15 mois de prison préventive, ce qui, en pratique, écourte de 2 ans la peine totale, N.d.T.), Anna de 1 an. Avec ces remises de peine, je pense qu'ils feront entre 2 et 5 ans. (...)

O : Tu as dit qu'on avait placé des explosifs dans ta voiture; pourquoi ?

S : Eh bien, ils avaient déjà toutes ces preuves en main et pourtant ils n'avaient rien essayé de faire jusqu'au moment où j'ai marché dans leurs bras à Amhurst Road et alors l'occasion était trop bonne pour la rater.

O : Et alors ils pouvaient t'inclure dans la conspiration ?

S : Oui, les chefs d'inculpation de conspiration tels que les a présentés le Parquet ont montré qu'ils cherchaient à me condamner sur la base de la vieille loi nazie : "On ne dit pas qu'il l'a fait, mais il est capable de le faire", donc vous devez le condamner. Les charges contre moi étaient basées presque à 100 % sur des présomptions. Il n'y avait aucune preuve directe contre moi. Je pense que c'est ce qui a pu être l'une des raisons pour lesquelles le jury a accepté ma version du coup monté. Tout ce qu'ils avaient, c'étaient des présomptions. Aussi ont-ils pensé : "Nous devons le relier aux explosifs" qu'ils disent avoir trouvés à Amhurst Road et un jury doit le condamner. S'il récuse les procès-verbaux d'interrogatoires, on

le force à accuser les policiers de mentir, ce qui signifie qu'ils peuvent ressortir mes antécédents judiciaires et tout jury entendant ce qu'il a fait en Espagne, ses relations avec d'autres anarchistes, les noms et les adresses relevés dans son carnet d'adresses, est obligé de le condamner. Mais la conspiration est une accusation très maladroite et qui apparaît toujours comme telle aux yeux du public. On n'a pas besoin de preuves précises et ça a toujours été l'arme classique utilisée pour attaquer les adversaires politiques de l'Etat. (...)



III. Chris Bott

(Diplômé de l'université de Strathclyde, en Ecosse; en mai 1968, il était à Paris, comme Anna Mendelson; il passa 1968-69 à l'université d'Essex, qui était alors considérée comme "le Nanterre anglais"; Anna Mendelson et Hilary Creek, ainsi qu'Ian Purdie, Pauline Conroy et Jim Greenfield, y étaient, soit inscrits comme étudiants, soit participant aux activités politiques. Chris, qui a 25 ans, est maintenant animateur de jeunes; c'est un ancien membre du groupe International Socialism, dont les positions sont proches de celles de Lutte Ouvrière en France, et il milite dans les Claimants' Unions. Il a passé 15 mois en détention préventive avant d'être acquitté.)

(...)

Question : Comment la police est-elle ressortie de cela ?

Chris : Très mal. C'est ce que reflète la nature contradictoire du verdict du jury. Ils libèrent Stuart, ce qui implique qu'ils pensaient qu'un policier avait placé deux détonateurs dans le coffre de sa voiture et pourtant les 4 d'Amhurst Road ont été trouvés coupables de détention d'armes découvertes par le même policier. Rien de ce que Bond ou Habershon (l'adjoint de Bond, responsable des arrestations d'Ian Purdie et de Jake Prescott, N.d.T.) ont pu dire à ce propos n'a pu changer quelque chose à cela. Ce qui ressortira, j'espère, de ce procès, ce qui devra arriver, c'est que les gens deviennent conscients que la police veut grignoter les libertés dont nous jouissons dans une démocratie sociale et qu'ils voient que s'ils veulent conserver ces libertés ou les élargir, ils devront lutter pour elles. J'espère qu'on ne permettra plus à la police d'utiliser les procès-verbaux d'interrogatoire. (...)

Q : A propos de la gauche, as-tu été déçu du manque de solidarité dont elle a fait preuve à l'égard des accusés ?

C : Eh bien, je suis cynique par rapport à la gauche, la gauche organisée, depuis longtemps. Je pense qu'ils n'ont pratiquement rien fait de ce qu'ils auraient dû faire pour ce procès. (...) Nous avons reçu bien plus de solidarité de la part des prisonniers à l'intérieur des prisons.

Q : Mais ce soutien ...

C : D'accord, c'était une réaction des tripes, c'étaient des gens qui disaient : "Ouais, vachement bien", à propos des actions qu'on était supposé avoir faites, comme la maison de Carr. Mais on ne peut pas ne pas en tenir compte, parce qu'il y a des émotions très fortes dans ce secteur; il faut simplement les utiliser correctement.

Q : Ce procès n'a pas parlé ou a essayé de ne pas parler de la politique qui entoure la Brigade de la Colère et leurs communiqués et leurs actions. Est-ce que vous allez en parler ?

C : Oui. Je pense que nous sommes actuellement en face d'un faux choix et c'est un choix terrible. D'un côté, il y a ceux à gauche qui croient au Parti, que c'est seulement grâce à un parti que la classe ouvrière pourra prendre le pouvoir. De l'autre, le développement ces dernières années d'un mouvement extraordinairement diffus qui dit, si tant est qu'il dise quelque chose en commun, que tout doit commencer là où chaque groupe se détermine - les homosexuels s'organisent autour de leur homosexualité, les femmes autour de leur féminité, les noirs autour de leur négritude - ce qui veut dire qu'il n'y a aucune identité de classe commune à toutes ces luttes. Evidemment, quelque chose comme la tactique employée par la Brigade de la Colère était quelque chose avec quoi les gens ne pouvaient pas s'identifier, ça ne pouvait pas susciter un soutien de masse. Ce qui revient seulement à dire que les groupes isolés de guérilla urbaine n'ont pas beaucoup de succès et n'ont jamais eu beaucoup de succès. Mais les rejeter sans voir le besoin d'une violence armée de classe pour contrer la violence de la classe dirigeante est irresponsable. Nous n'avons pas besoin de partis. S'organiser à partir d'une position prolétaire,

ce n'est pas créer un instrument lointain qui balance la ligne correcte. S'organiser contre des ennemis communs signifie que les ouvriers s'uniront d'une manière démocratique, autour de chaque lutte, mais enverront des délégués à un conseil fédéral et ainsi resteront en contact et se développeront ensemble. La manière même dont ils sont forcés de s'organiser leur donne une idéologie et signifie qu'ils doivent être démocratiques.

INTERNATIONALISME

Le procès d'Ian Purdie et de Jake Prescott a servi de galop d'essai aux autorités britanniques pour le procès des 8 de Stoke Newington. C'est pourquoi l'article ci-dessous, paru dans le bi-mensuel underground Ink N° 25 (7 janvier 1972) nous semble toujours d'actualité. Le titre et les sous-titres ont été respectés :

"LE PROCES ET LA GAUCHE"

"Ou'ils prennent vingt ans chacun, qu'est-ce que vous voulez que ça me fasse?" disait un membre important du groupe International Socialism (d'orientation comparable à celle de Lutte Ouvrière, N.d.T.) à propos de Jake Prescott et Ian Purdie, quatre jours avant la fin du procès. Ce qui était légèrement moins insultant que le jugement porté par un autre révolutionnaire londonien : "Domage, déclarait-il, que ce ne soit pas cinquante ans".

Dans l'ensemble, le comportement de la gauche vis-à-vis du procès Prescott-Purdie a été honteux. L'information dans les journaux des différentes tendances "marxistes" a été minimale. Dans les conversations privées et dans les réunions, toute expression de solidarité était accompagnée - et niée - par la dénonciation rageuse des "aventuriers anarchistes" et par des attaques personnelles directes contre certains des individus impliqués dans l'affaire.

Plus que la polémique ordinaire

Ceci est allé bien plus loin que la polémique "ordinaire". Dans le Red Mole, par exemple (N° du 16 au 28 février 1971), la déclaration suivante était adressée à "Tous les membres de la Brigade de la Colère" :

"L'homme que vous connaissez sous le nom de "Duncan" est un flic. L'homme qui est allé à Manchester avant le 12 janvier est un flic. Posez-vous la question de savoir si vous êtes manipulés par les flics ?" Le premier homme dont il est fait mention est connu sous le nom de "Duncan" pour la raison parfaitement non-sinistre que c'est son nom. Il s'agit de Duncan Brown, un anarchiste de l'East End (la partie de Londres près des Docks, à population ouvrière, N.d.T.) en train de faire deux ans pour fraude. "L'homme qui est allé à Manchester" avant le 12 janvier (pour une conférence de la Claimants' Union - le "syndicat" des chômeurs, N.d.T.) était Ian Purdie. Ce paragraphe tout en sous-entendus paraissait à un moment où la Special Branch, avec à ses côtés une presse nationale hystérique, essayait d'identifier à tout prix les membres de la Brigade de la Colère.

Des détails

Un article plus détaillé était apparu dans une publication française quelques semaines plus tôt. Son auteur : "Guy McCoy" (le pseudonyme d'un certain Marcel Bonnans, qui travaillait à Londres à l'époque). Bonnans écrivait, dans Politique-Hebdo du 29 janvier, que les auteurs de la bombe contre la maison de Robert Carr étaient Purdie, "Digger" Walsh et une troisième personne. Le rédacteur de Politique-Hebdo, M. Noirreau (sic, pour Paul Noirot, N.d.T.), supprima deux des noms. Ce qui n'empêcha pas de nombreuses personnes, y compris, sans doute, l'Inspecteur Habershon, de reconnaître immédiatement les individus mis en cause. L'homme qui a "passé récemment neuf mois en prison" était Ian Purdie. L'homme qui "a passé récemment quatre ans en Espagne" (sic) était identifiable sans détails supplémentaires. "Digger" Walsh était présenté nommément comme le chef de la Brigade de la Colère, et l'article poursuivait en faisant entendre qu'il était agent provocateur travaillant pour le compte des services de renseignement de l'armée. Purdie fut arrêté et inculpé le 6 mars.

La source

Bonnans et la Red Mole avaient obtenu leurs informations d'une seule et même "source", Mr. Gerry Lawless, membre de l'International Marxist Group (section britannique de la IVème Internationale, qui publie la Red Mole, N.d.T.) et responsable dans l'Irish Solidarity Campaign (organisation de style Comité Vietnam, impulsée par l'I.M.G., N.d.T.). Après l'arrestation de Purdie, Walsh protesta auprès de l'International Marxist Group contre le rôle joué par Lawless, et s'entendit répondre que la question "serait examinée". Bernadette Devlin démissionna de son poste de Présidente de l'Irish Solidarity Campaign en signe de protestation contre le rôle de Lawless dans cette affaire.

Par la suite, Politique-Hebdo publia un article de Walsh où il réfutait les accusations portées contre lui-même et les autres personnes impliquées. La Red Mole, par contre, n'a jusqu'à présent ni retiré ni justifié son accusation.

Une affaire suivie

Si Purdie et Prescott avaient été membres du Parti Communiste, ou d'International Socialism, ou de l'International Marxist Group, l'affaire aurait été suivie de bout en bout par la presse de gauche. Une campagne de défense importante aurait été montée. Des insinuations sans fondement, lancées à la légère, auraient été rejetées immédiatement et avec indignation et leurs auteurs dénoncés avec éclat. Mais il se trouvait que ce n'étaient "que des anarchistes" et en tant que tels ils ont été la cible toute indiquée pour tout un chacun des flics de droite aux commères de gauche.

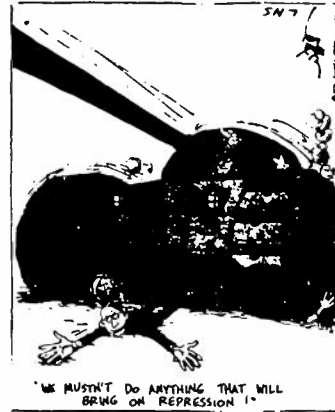
Seamus O'Kane (Membre de l'I.R.A. Officielle)"

Seamus O'Kane, qui a 26 ans, était instituteur dans le Brandywell, bastion de l'I.R.A. Provisional à Derry. Après avoir été l'un des "young hooligans" ("jeunes voyous") qui furent à la tête des combats des catholiques contre la police à Derry pendant l'été de 1969, il s'orienta vers l'I.R.A. Officielle, devenant l'Officier Politique (Education Officer) responsable de la

zone de "Derry Libre" en 1971-72. Il dut s'échapper en Irlande du Sud quand l'Armée Britannique occupa en force les bastions républicains de Belfast et de Derry, en juillet 1972. Il avait déjà eu maille à partir avec les autorités britanniques, étant de passage à Londres le 15 mars 1972, jour où la police lança une vaste opération dans le cadre de l'enquête sur l'at-

tentat d'Aldershot du 22 février (revendiqué par l'I.R.A. officielle, cet attentat fit 7 morts au Q.G. de la brigade des paras, en guise de représailles pour le massacre de Derry) : 60 perquisitions simultanées "pour explosifs", en fait pour récupérer le maximum de documents et de carnets d'adresses chez des sympathisants connus des mouvements irlandais à Londres. Une seule arrestation fut opérée, celle de Seamus O'Kane, "au nom du Special Powers Act d'Irlande du Nord"(!). Transféré en Irlande du Nord sous le prétexte d'une affaire de chèques il réussit à s'échapper du tribunal, à Belfast, alors que des policiers l'attendaient à la sortie pour lui signifier son ordre d'internement : profitant d'une mini-émeute dans l'assistance, il enjamba la balustrade, et sortit par l'entrée principale ...

Marcel Bonnans écrit toujours pour Politique-Hebdo; spécialités : l'Irlande et le Sud-Est asiatique. La bonne foi maladroite qui le poussa à rédiger ses dénonciations publiques ne semble pas l'avoir quitté, mais il a la prudence de signer ses articles d'un autre pseudonyme...



"Surtout, ne faisons rien qui pourrait provoquer la répression..."

et le débat commence ...

BOMBES D'AVANT-GARDE

OU PETARDS D'ARRIERE-GARDE

L'article sur le procès des 8 de Stoke Newington (voir dernier ICD n° 121) soulève un problème fondamental sur lequel ceux qui se réclament de l'autonomie des luttes contre le capitalisme doivent prendre nettement position. Nous pensions que c'était surtout en grande Bretagne au cours des dernières années que les possibilités des luttes autonomes étaient les plus clairement apparues. En examinant les événements dans ce pays on peut analyser ce que veut dire vraiment la spontanéité et l'autonomie dans l'action.

LE MOUVEMENT GROUPUSCULAIRE

Il semble que, pour l'auteur de l'article, le mouvement qui se développe en Angleterre se traduise exclusivement par l'apparition de certains petits groupes comme "le mouvement de libération des femmes, des homosexuels, les groupes de squatters, les organisations de bénéficiaires de l'Etat Providence en particulier chômeurs et mères célibataires (claimants unions), de défense des droits des prisonniers (PROP), les mouvements de Black Power, les journaux underground, etc...." (p. 16).

Même s'il est admis que la Brigade de la colère représente l'aile la plus romantique, élitiste et idéaliste de ce phénomène, il ne fait pas de doute pour l'auteur que ce groupe d'anarchistes individualistes traditionnels représente aussi un aspect du mouvement en Grande Bretagne. On ne peut nier que certains des mouvements cités présentent des aspects très positifs. Si l'on considère que "Women's Lib" traduit les muta-

tions dans la famille, la crise d'autorité parmi les jeunes et les aspects pratiques de la nouvelle conscience des femmes dans leurs rapports avec les hommes, ce mouvement se relie à ce qui se passe ailleurs dans la société. Si l'on considère que les "claimants unions" traduisent à la fois le sentiment que le chômage n'est plus le pire des maux comme c'était le cas dans les années 30 et la disparition de la soumission devant la domination de l'Etat, ces mouvements ont une portée réelle. Bien sûr ils ne sont pas tombés du ciel.

Mais la plupart de ces mouvements, jusqu'à présent très minoritaires, sont entre les mains de petits noyaux activistes qui cherchent à se servir de la situation anglaise pour avancer leurs révolution en dehors de la véritable lutte de classe où ils ont pris naissance.

La plupart des "squatters movements" sont gérés par des groupes anarchistes qui font du squatting des maisons vides un acte exemplaire de militantisme. Pour les "claimants unions" plusieurs d'entre elles ne sont composées que de claimants "professionnels" (ex-étudiants pour la plupart) se réclamant ouvertement des groupes gauchistes traditionnels, anars et même très souvent trotskystes : l'auteur met tous ces groupes dans le même sac sans faire une critique rigoureuse pour voir s'ils reflètent vraiment le développement de l'autonomie des luttes avec un contenu socialiste ou bien si, dans le cas de Black Power, de l'I.R.A. ou de la tendance "radical feminist" de Women's Lib, ils encouragent des idées réactionnaires comme le racisme, le nationalisme ou le sexisme. Cela permet d'éviter de trancher le problème de ce que veut dire vraiment "l'action efficace". Avec un tel point de vue, il est facile de voir que (à mon avis et de l'avis même des 8 de Stoke Newington comme les cite lui-même l'auteur de l'article.)

"...l'action... élitiste ,essentiellement spectaculaire et inefficace , entrant en fait dans le jeu de l'Etat, en favorisant la passivité des masses et ne permettant pas l'auto-organisation des luttes " (p 21) , est simplement l'extension dudit mouvement .

Dans Solidarity (London , Vol 7 , n°5) un article sur le même sujet souligne que " la répugnance montrée par les défenseurs de ce type de politique à analyser les luttes individuelles les mène très souvent à couvrir les pratiques autoritaires et toutes sortes de manipulations. Par exemple , un tract publié par le Comité de Défense des 8 de Stoke Newington déclarait " le 12 janvier 1971 nous avons tenu des réunions et mené des grèves et nous avons plastiqué la maison de Robert Carr (ministre du travail à cette époque) ". Les " nous " qui ont convoqué les réunions et déclenché les grèves c'était en effet le T U C (la confédération réformiste des syndicats britanniques) et le parti communiste anglais " (p 7)

LE MOUVEMENT AUTONOME

Le vrai mouvement des travailleurs britanniques depuis l'instauration de l'Industrial Relations Act (loi sur les relations sociales , voir ICO n° 119 , septembre 1972) et bien avant , se trouvent bien ailleurs . Depuis les années 50 , la croissance de la productivité et de la production globale en Grande Bretagne a atteint un taux nettement inférieur à celui des autres pays de l'Ouest . Ce phénomène avait en partie pour cause la perte du contrôle absolu de l'Empire . La réorganisation de l'industrie qui en était la conséquence (et qui n'est pas encore terminée) avait pour but de moderniser les vieilles structures de l'ex première grande puissance capitaliste pour mieux soutenir la concurrence des autres pays capitalistes déjà sortis de leurs anciennes entraves . Une des dernières étapes de cette réorganisation est l'entrée de la Grande Bretagne dans le Marché Commun .

Pendant toute cette période , le capital anglais se heurtait à la résistance massive des travailleurs anglais . Cette résistance était facilitée par une structure syndicale qui , si dans ses échelons les plus hauts était aussi bureaucratique que n'importe quel syndicat , avait été quand même contrainte de laisser des organes de représentation de base plus démocratiques . La relative décentralisation des organes de l'administration de l'Etat rendait possible le développement de structures locales de base . D'où une relative autonomie des shop stewards (délégués de base des ateliers élus directement par les travailleurs) à dans certains secteurs (pas dans tous) comme les docks , l'automobile . Cette organisation se heurte violemment à l'appareil syndical et le point culminant fut une série de grèves sauvages qui échappèrent à l'appareil " officiel " syndical sous le gouvernement travailliste de Wilson (essentiellement entre 1964 et 1969) . La crise de productivité est devenue la crise du refus des travailleurs de produire plus C'était contre cette situation que le gouvernement conservateur décida d'agir en 1970 en intro-

duisant l'Industrial Relations Act . Cette loi n'était pas dirigée contre l'appareil syndical et les grèves officielles mais contre le mouvement autonome des travailleurs et les grèves sauvages .

La campagne contre le projet de loi lors de sa discussion au Parlement menée par les bureaucrates syndicaux avec le soutien du PC anglais et de toute l'extrême gauche traditionnelle (surtout trotskyste) fut un échec total . Mais , et il est essentiel de la souligner , dès que le gouvernement tenta de mettre en application l'I R Act une fois voté , ses dispositions furent rendues inopérantes par les travailleurs eux mêmes qui , eux , allèrent beaucoup plus loin que les bonzes syndicaux et leurs alliés . La grève des dockers en 1972 (voir ICO n° 119) fut le point culminant de ce refus des ouvriers de se soumettre à la répression de l'Etat . Le gouvernement essaya d'utiliser l'appareil répressif de l'Etat en arrêtant 5 dockers de Londres le 25 juillet 1972 . Immédiatement , tous les docks furent paralysés , les typos se mettaient en grève , aucun journal ne sortait et l'aéroport de Heathrow était bloqué . Une grève générale était à l'ordre du jour . La manifestation devant la prison de Pentonville regroupa des dizaines de milliers de travailleurs Ils refusèrent complètement d'écouter ce que leur proposaient les groupes gauchistes . Ils ignoraient leurs mots d'ordre . Ils ne voulaient même pas discuter avec eux . Le lendemain , les 5 dockers étaient relâchés .

UNE QUESTION DE RAPPORT DE FORCE

Voilà l'action du " prolétariat mythique " (p 22) dont l'auteur de l'article parle dans la conclusion de son texte . Dans son long récit des faits se rattachant au procès des 8 de Stoke Newington , il consacre six lignes (et pas une de plus) à ces luttes ouvrières en les mélangeant avec des phénomènes bien différents comme la lutte nationaliste en Irlande du Nord qui a une toute autre signification (je ne veux pas m'étendre plus ici sur ce point) .

D'ailleurs il semble qu'il n'a pas très bien compris que cette crise du capitalisme anglais dont il parle est due à la résistance collective et quotidienne des travailleurs et pas à la misère économique . Les occupations d'usine , suite à la réorganisation du capital dont j'ai parlé concernaient des sections bien localisées des vieilles industries (chantiers navals par exemple) et qu'il fallait détruire pour rendre le capitalisme anglais plus moderne . Le contenu de certaines de ces occupations contre le chômage local avait des aspects très originaux au point de vue de l'autonomie des luttes et étaient le résultat de la tendance générale à l'autonomie qui se manifestait partout . C'est contre ces tendances et pas contre " le chômage massif " que le gouvernement anglais lutte actuellement . Il y avait presque un million de chômeurs en Grande Bretagne fin 1971 - début 1972 (4% de la population active) ; mais depuis les derniers 6 mois le taux de chômage a progressivement baissé . C'est un chômage temporaire de réorganisation . Depuis la baisse du taux de chômage , on n'entend plus guère parler dans les groupuscules britanniques , qui eux sont les vrais porteurs de l'idéologie des " forces inéluctables " d'une

lutte de classe qu'impulsent les contradictions internes (et 'fatales') du capitalisme ", (p 22) de la grande crise finale du capitalisme anglais .

Dans les 6 derniers mois ,le gouvernement vu le relatif échec de sa fameuse loi (I R Act) a tenté d'imposer des lois successives de blocage des salaires . A l'heure actuelle ,le personnel hospitalier ,subalterne ,les ouvriers du gaz , les cheminots ,les mineurs et même les fonctionnaires (pas une catégorie "traditionnelle" du prolétariat) ont répondu par les grèves localisées ,grèves perlées et menaces de grèves . Le mouvement semble être encadré par les syndicats mais cela n'empêche pas par exemple les conducteurs de train de mener indépendamment en même temps des grèves perlées qui perturbent sérieusement le trafic ferroviaire entre Londres et la banlieue . D'ailleurs ,il semble qu'il y ait même des ouvriers qui ne suivent même plus les mots d'ordre des comités de shop stewards et qui échappent ainsi à tout contrôle . Les travailleurs de Ford Dagenham près de Londres ont refusé de suivre le mot d'ordre pour une grève traditionnelle pour que le gouvernement "change d'avis " sur le blocage des salaires . Dans tout l'article sur le procès des 8 de Stoke Newington , il n'y a rien sur ces événements récents . Mais ce sont ces événements qui montrent où se trouve le vrai rapport de force entre le gouvernement et le mouvement de protestation anglais .

L'auteur de l'article attribue l'absence de manifestations massives contre le procès de Stoke Newington au silence de la presse et à l'hostilité de la gauche traditionnelle . L'attitude des groupuscules au début du procès était bien ambiguë ,mais vers la fin c'était le I M G (section anglaise de la 4eme internationale équivalent de la Ligue Communiste) dans leur canard Red Mole qui était le plus virulent en appelant à " la solidarité avec les 8 de Stoke Newington " "L'absence de tout mouvement de solidarité (excepté quelques mini manifs) " ,ce que l'auteur admet lui même était due au fait que toute cette affaire des 8 de Stoke Newington était bien coupée de toute la population anglaise . Le fait que la manifestation à Fleet Street pouvait regrouper seulement 400 tandis que la foule devant la prison de Eptonville pendant la grève des dockers en rassemblait des dizaines de mille n'est pas sans signification . Où se trouve le véritable enjeu se trouve le rapport de force pour briser la tentative de répression par l'Etat .

LA REPRESSION ET L'ACTION INDIVIDUALISTE

Bien sûr il y avait dans le procès des 8 les truquages monstrueux de la soit disant justice . Bien sûr les inculpés étaient condamnés sur des preuves presque inexistantes . Bien sûr ,c'était un procès politique qui a servi comme prétexte pour une série de perquisitions sans précédent parmi les groupes et librairies gauchistes . Je serais la première à dire que même si les 8 étaient 'coupables' les peines de prison étaient d'une férocité atroce . J'étais aussi écoeurée par les nouvelles des peines de 15 et 10 ans . Mais c'est précisément l'existence des

roupes comme la Brigade de la Colère (si ce ne furent pas les 8 qui jetèrent les bombes c'est bien quelques uns qui le firent) qui rendent le travail de la police si facile . L'action individualiste coupée de tout vrai mouvement social permet très facilement l'isolement de ceux qui s'y engagent et amène l'inculpation et la répression de tous ceux qui ,complètement innocents ,peuvent être considérés comme y étant associés en se servant du moindre prétexte . D'une manière plus spectaculaire ,l'affaire Valpreda- Pinella ou l'histoire de la "Bande" Baeder -Meinhoff montre comment cette répression peut se dérouler . L'organisation internationale de la police chère à l'auteur de l'article ne mènerait à rien en face d'un vrai mouvement international à base sociale majoritaire .

En fin de compte ,c'est pourquoi ,même en courant le risque d'être traité de lâche ou d'être accusé de manque de solidarité ou de réformisme , il faut dire clairement et honnêtement ce que veut dire le mouvement autonome (et bien international) contre le capital et ce qui n'est pas représenté par ce mouvement . Je cite encore l'article de Solidarité à ce propos : "

" La tactique de la bombe est défendue par les apologistes de la Brigade de la Colère comme montrant la faiblesse du capitalisme et l'efficacité des luttes armées à l'heure actuelle . Cependant ,dans la situation actuelle ,quand la vaste majorité de la classe ouvrière n'est pas convaincue du besoin de faire sauter le capitalisme , tout ce qui peut être réalisé par une campagne de lutte armée serait au mieux un coup d'Etat victorieux où un petit groupe imposerait sa conception du socialisme sur la majorité . (bien sûr ,le résultat le plus vraisemblable serait une violente campagne de répression ,probablement soutenue par une grande partie des travailleurs) "

ACTIVISME ET ACTIVITE

Le 14eme communiqué de la Brigade de la Colère cité dans l'article sur le procès disait : " La classe ouvrière a de nombreuses armes plus puissantes que les bombes (p 19) Pour tirer la vraie conclusion de ce constat d'échec par la Brigade elle même ,il faut examiner ce que sont ces armes . Il faut chercher dans les boîtes et dans la vie quotidienne tous les exemples des luttes actuelles menées par les intéressés eux mêmes et pas menées par n'importe quel petit noyau activiste qui s'abat sur n'importe quel phénomène pour " mieux organiser " et en fin de compte détruire ce qui est autonome et collectif dans les luttes . En France on en a l'exemple bien net dans l'activité des Maos où mène l'encadrement et la "groupuscularisation" des luttes . Ceci n'est pas pour éviter le problème de la violence souligné dans la conclusion de l'article sur le procès des 8 .

Si des groupes anti autoritaires ont un travail à faire ,c'est à mon avis d'analyser les développements sociaux ,de souligner les vraies luttes autonomes et de diffuser toutes les informations sur ces luttes ,toutes les idées générales qu'ils peuvent tirer de ces

luttons et des développements dans la vie quotidienne par voie de journaux, comme ICD, de brochures, et de tracts, etc... Toute tentative d'organiser les travailleurs ou n'importe quelle autre couche sociale serait imposer les conceptions d'une toute petite minorité activiste

sur la majorité. Toute tentative de le faire par les anars individualistes, les populistes comme Big Flame, et l'aile activiste et tiers mondiste du trotskisme (I M G) en Angleterre, a échoué précisément parce que les travailleurs refusent d'être menés. Le résultat extrême de la frustration des groupes de ce qu'ils baptisent faussement "l'inactivité des travailleurs" est de chercher une route rapide vers la révolution qui transgresse les vraies luttes sociales, d'où l'origine des phénomènes de la Brigade de la Colère, la "Bande" Baeder - Meinhoff, etc...

Personne n'a dit que la défaite éventuelle du capitalisme se réaliserait sans violence physique. Mais une violence volontaire qui ne témoigne pas de l'état réel des forces dans la société actuelle serait forcément coupée de ce mouvement de lutte et de violence. Un travail à court terme est toujours plus attirant à première vue que les vraies luttes longues, dures et hésitantes. Pour que les individus isolés ne pourrissent pas dans les prisons du monde victimes de l'appareil policier si bien décrit dans ce récit sur le procès des 8 de Stoke Newington, je crois qu'il vaut mieux ne pas se laisser séduire par tous ces aspects romantiques du mouvement activiste et groupusculaire. C'est seulement de l'activité même des couches sociales exploitées et dominées par le capitalisme, activité autonome et majoritaire, que peut surgir et se réaliser la révolution sociale.

B O F . . . (moi, vous savez, la politique...)

Etant mis en cause par l'article précédent, il me semble qu'une mise au point s'impose. En écrivant le texte incriminé (sur le procès des 8 de Stoke Newington), il ne m'était nullement apparu que je faisais par là même une apologie de la Brigade de la Colère. Comme c'est apparemment sur cette base que se développe l'argumentation "contre" mon article, je me bornerais à faire remarquer qu'il s'agit d'un contresens fondamental, si je n'avais l'impression que l'amalgame et le procès d'intention semblent devenir une pratique admise à I.C.O. (cf. la polémique à propos du texte des camarades de Négation, I.C.O. N°121, en particulier).

N'importe quoi...

Je demanderai donc à la camarade de cesser de pourfendre des moulins à vent, et de relire mon article : j'ai l'impression pénible qu'elle tient moins à me répondre qu'à faire écho à la prose adressée par Solidarity aux éventuels "apologistes de la Brigade de la Colère" en Angleterre. Quant à moi, je la mets au défi de dire où je fais apparaître la pratique de l'attentat comme étant "d'avant-garde" (terme qui, comme son contraire, appelle une définition...).

La querelle de savoir si la nouvelle gauche est ou n'est pas exclusivement l'expression du mouvement "qui se développe en Angleterre" me paraît sans objet : je me suis borné à dire que, dans le langage de cette nouvelle gauche, on englobait dans le vocable "le mouvement" toutes les formes nouvelles de subversion (dont certaines pas tellement nouvelles que ça, comme les mouvements de femmes, par exemple - et d'autres dont le pouvoir subversif, prises isolément, est plus imaginaire que réel), en même temps que toutes les luttes "autonomes" de type classique. Cette pratique correspond simplement à l'habitude qu'ont la quasi-totalité des groupes de la nouvelle (et de la vieille) gauche, sinon de prendre leurs désirs pour des réalités, du moins de penser qu'en utilisant systématiquement certains termes pour rendre compte de la réalité, celle-ci finira par correspondre au modèle souhaité. En l'occurrence, l'usage systématique du terme "le mouvement" correspond à un désir de voir s'unifier des luttes actuellement parcellaires et dispersées (et le moins qu'on puisse dire est que certains groupes, en particulier ceux d'immigrés, irlandais, antillais ou autres, préservent jalousement leur quant-à-soi). C'est en ce sens qu'il faut interpréter le "nous" utilisé aussi bien par la Brigade de la Colère que par le Comité de Défense des 8, et en général par une bonne partie de la presse underground.

Mais ne nous étendons pas plus sur des points qui n'auraient jamais dû soulever de problème. En écrivant cet article, j'avais à opérer un choix : en l'occurrence, j'ai préféré donner un maximum de faits sur une affaire complexe et importante, qui n'a fait l'objet d'aucune autre information en France; vu les impératifs de place (et de fatigue du lecteur), l'analyse politique pouvait effectivement être contenue en quelques phrases - l'important était de démontrer. Il s'agit tout bêtement d'un reportage (Informations Correspondance Ouvrières...), partial, naturellement (et au moins aussi ouvriériste que le problème de la folie). Il est vrai que l'équilibre général s'est trouvé modifié par l'exclusion, pour des motifs techniques, des documents qui apparaissent ci-après. Mais, même sans ces annexes, le sens général de l'article "Une conspiration d'Etat" me paraît suffisamment clair et sans ambiguïtés.

Autant en emporte le vent...

Et je trouve pour le moins curieux le procédé qui consiste à prendre des paragraphes de mon article pour les opposer à d'autres, qui en seraient la réfutation, et la preuve de mes contradictions : n'étant pas un adepte de l'écriture automatique, quand j'écris quelque chose, c'est en pleine connaissance de ce que j'ai déjà écrit, et de ce que je compte écrire; et le lecteur est prié d'en tenir compte. Et enfin, je savais que cet article paraissait après plusieurs autres sur le même sujet, cités en référence, et que je n'avais donc pas à reprendre l'analyse qui a été faite dans celui sur la Brigade de la Colère. (I.C.O. N°110-111); et si j'ai consacré "six lignes aux luttes ouvrières en Angleterre (et pas une de plus)", c'est que je n'avais pas lieu de le faire, puisque des articles sur ces luttes paraissent régulièrement dans I.C.O.

Ajoutons que (surprise !) j'ai moi-même fourni les illustrations du texte, tirées pour la plupart de publications underground anglaises, et que que j'ai considéré qu'elle permettait une certaine économie de langage. Si l'illustration du dos de la couverture du livre de Stuart Christie apparaît à un moment où il est question de romantisme révolutionnaire, ce n'est donc pas un hasard; si l'image de gamins allant commander les éléments d'une bombe chez le marchand de couleurs du coin apparaît au-dessus du communiqué de la Brigade de la Colère, ce n'est pas un hasard; si l'illustration où l'on voit la Croix Noire Anarchiste reprendre à son compte une partie du mythe belle-époque de l'anarchiste lanceur de bombes vient suivre la représentation grimaçante que s'en font les "braves gens", et précède un "rappel à la réalité" (allégorique, puisqu'il s'agit de la "Mort du libéralisme"...)

- ce n'est pas un etc...

Mais le lecteur aura compris de lui-même : de même que chaque paragraphe ne doit être compris que par rapport aux autres, et par rapport à l'ensemble; et de même qu'il faut faire le rapport entre cet article et les autres qui ont pu paraître dans I.C.O., il existe un rapport entre les illustrations et le texte, et entre les illustrations elles-mêmes. Tout cela est élémentaire, et devrait aller sans dire : je suis majeur, et les lecteurs d'I.C.O. aussi (mais il est vrai que l'âge ne fait rien à l'affaire...)

Signalons néanmoins à la camarade, puisqu'elle considère apparemment que citer quelqu'un équivaut à être d'accord avec lui (ou elle), que je partage les idées d'Angela Weir et de Kate McLean sur le problème de l'organisation et sur la Brigade de la Colère et celles de Chris Bott sur la nature de la nouvelle gauche anglaise. Que je ne suis pas de l'école tiers-mondiste style "soutien à l'I.R.A.", et que je suis en gros d'accord avec le numéro des Temps Modernes paru sur la question (cf. note de lecture, I.C.O. N°) - mais cela, la camarade le savait... Et que je n'ai aucunement l'intention de faire l'apologie d'attentats comme ceux dont les 8 ont été accusés : 1°) parce que ça me fait trop peur; 2°) parce que je sais que ce n'est pas la solution; 3°) parce que je suis persuadé que ça n'aurait aucun écho.

Je n'ai jamais donné le chiffre d'un million de chômeurs comme preuve d'une révolte de la misère, mais comme mesure de l'ampleur de la crise économique qui, en réduisant la marge de manoeuvre de la bourgeoisie, amène une exacerbation des luttes. Encore faut-il voir que certains phénomènes, comme le racisme (ou la crise en Irlande du Nord) connaissent leur extension du fait même d'une certaine misère... Mais ceci réclame une réponse plus détaillée qu'il n'est possible de faire ici.

Si tous les gars du monde...

Un problème plus vaste est soulevé par l'opposition qu'établit la camarade entre un "mouvement groupusculaire" et un "mouvement autonome", dont le meilleur exemple serait l'action "des travailleurs" contre l'Industrial Relations Act. Il suffit de réfléchir une seconde pour voir que ces travailleurs ne se sont pas mobilisés "comme ça", ni organisés miraculeusement, entre eux, par un genre de parthénogénèse politique. Les

actions "spontanées" de la classe ouvrière (et de tout groupe social) sont toujours dues à l'interaction d'un désir de faire quelque chose, et de la présence d'éléments décidés, avec une idée derrière la tête : ici, les shop-stewards, parmi lesquels l'influence des groupuscules (PC en tête) est tout, sauf négligeable. Il est vrai que nous touchons ici un de ces nombreux clivages clandestins qui existent à I.C.O. (ou, suivant la formule consacrée, dans le groupe de Paris) - une de ces oppositions qui n'ose pas dire son nom, puisqu'il y a à I.C.O. des "anarchistes honteux", qui acceptent la nécessité d'organisations révolutionnaires distinctes, et des camarades qui ne l'acceptent pas, mais se réfugient au contraire derrière un certain mythe du prolétariat (j'emploie le mot "mythe" avec le sens que pouvait lui donner Georges Sorel, par exemple), mythe qui sous-tend aussi bien l'ouvriérisme (dans ses multiples avatars) que l'économisme - deux idéologies qui font des ravages chez certains camarades d'I.C.O.

En d'autres termes, je crois que les groupuscules jouent effectivement un rôle dans le mouvement qui aboutira à l'abolition du capital : même si ce ne sont pas eux qui en seront directement responsables, leur présence même influence la marche des événements, et constitue un élément de la situation. Prétendre que les groupuscules n'existent pas ne sert à rien. Se contenter de dire qu'ils constituent un mal (ou un bien), nécessaire ou non, ne fera pas avancer le débat. Et s'imaginer qu'à partir du moment où l'on se borne à sortir un journal, on ne serait plus un groupuscule, s'est se jeter de la poudre aux yeux : il ne suffit pas d'être inoffensif pour cesser d'exister.

Arsenic et vieilles dentelles

Pour cette raison, et de la même façon, j'affirme que nous devons tenir compte de l'Etat, de son action et en particulier de son appareil répressif, autant sinon plus, que des syndicats, par exemple. L'organisation internationale de la police ne m'est pas "chère" : elle existe, et elle me fait peur. Jouer la politique de l'autruche en rêvant au beau prolétariat puissant (mythique) qui viendra aplatis le méchant dragon, l'heure venue, relève de l'inconscience pure et simple : le cas de Sergio Arda, dont il est fait mention dans le dernier numéro d'I.C.O., devrait suffire (et il y en a des milliers d'autres).

Nous ne sommes pas maîtres du terrain où la lutte est portée. Un événement n'est pas important en soi : s'il permet de rompre le jeu établi par le système, il est important; si l'Etat décide de se servir d'un autre événement (voire du même) pour ramener les joueurs au respect des règles du jeu, il est important d'en faire l'analyse, au même titre que des autres "développements sociaux" : à quoi sert de diffuser la connaissance des luttes "autonomes" si l'on ne diffuse pas aussi la connaissance des obstacles de tout ordre auxquels ces luttes se heurtent et se heurteront ?

Il m'a semblé utile de m'étendre, dans I.C.O., sur la répression en Angleterre, car c'est un cas à la fois exemplaire et bien spécifique : surtout, alors que "le lecteur d'I.C.O." est biaisé sur la répression en France, en Espagne,

aux U.S.A., ou en U.R.S.S., au point de n'y prendre même plus garde, il a sûrement gardé au fond de lui, en surimpression avec l'image des luttes ouvrières qui sont présentées dans I.C.O., le cliché touristique du sourire de la famille royale, d'institutions démocratiques alliant la souplesse à la stabilité et d'une économie alliant la puissance à la faillite, dans le cadre majestueux de l'élargissement de la Communauté Européenne (et puis, l'Irlande, n'est-ce pas, c'est quand même autre chose ...). C'est en attendant à cette image que j'espère susciter le débat qui, à en juger par la réaction de la camarade, s'engagera peut-être sur le problème de l'action révolutionnaire.

Ce n'est qu'un au revoir...

Et donc, entre autres, sur le problème de la violence, révolutionnaire ou non, puisque la violence fait partie de notre société à tous les niveaux. Et il ne s'agit pas d'esquiver le débat derrière les platitudes habituelles : il y a là un deces tabous qu'il serait temps de rompre. Sinon, nous ferons tous comme ces groupes anglais,



P.S.: Un comité a été créé, avec la participation de Kate McLean et d'Angela Weir, pour assurer l'assistance matérielle et juridique aux cinq condamnés (Jake Prescott, Anna Mendelson, Hilary Creek, Jim Greenfield et John Barker) et organiser une campagne politique pour leur libération. Le comité a publié une brochure analysant l'affaire et précisant ses positions politiques. Solidarité, informations :
STOKE NEWINGTON 5 SOLIDARITY COMMITTEE, 54 Harcombe Road, London N16.

suite de la page 12

du travail en usine totalement remises en cause parce que 400 05 ,pour avoir de la rallonge ont demandé -et obtenu - leur reclassement dans la catégorie au dessus . Ils n'étaient ni syndicalistes ni antisyndicalistes , ils ne voulaient pas transformer la société capitaliste (en crise ou pas en crise) ,ils ne "niaient" pas le travail , il n'y avait aucune idéologie dans leur lutte : simplement ils voulaient du fric pour un peu mieux vivre . Sans le savoir ,ils faisaient une grande démonstration théorique :que la bataille entre le capital et le travail n'est pas une bataille d'idées mais une bataille réelle qui se déroule essentiellement sur les lieux de travail dans les entreprises ,là où les travailleurs sont exploités quotidiennement .

(1) On ne parlera pas dans cet article du fait qu'il s'agit d'ouvriers étrangers (car nous pensons que leur combativité n'est pas due à ce fait (pas plus au fait qu'on leur traduise les tract en arabe ou en chinois) mais au fait qu'il sont placés dans une même situation spécifique d'exploitation ce qui établit des communication et une unité qui n'ont pas besoin d'interprètes .

(2) voir ICO n° 121 , p 1



INFORMATIONS CORRESPONDANCE OUVRIERES

Correspondance : P. Blachier
13 bis, rue Labois-Rouillon
Paris, 19^{ème}.

Pour tous contacts ou participation aux réunions, écrire préalablement.

Abonnements : un an, 12 numéros (et suppléments imprimés ou ronéotés) :
France : 24 F
Etranger : 40 F
par avion : 60 F.

Versements : ICO, CCP 20 147-54 Paris.